



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
LES VIES
CHANGER
LES VIES

République démocratique du Congo

Rapport Annuel de Pays 2021

Plan Stratégique de Pays (PSP)
2021 - 2024

Table des matières

Aperçu	3
Contexte et opérations	8
GESTION DES RISQUES	9
Partenariats	11
Aperçu financier du PSP	12
Performance du programme	15
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 01	15
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 02	18
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 03	19
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 04	21
Résultats transversaux	24
PROGRÈS VERS L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	24
PROTECTION ET REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES	25
ENVIRONNEMENT	27
La résilience grâce à la fabrication de savon	28
Notes relatives aux données	30
Annexe	33
COMMUNICATION DES INFORMATIONS SUR LES BÉNÉFICIAIRES DANS LES RAPPORTS ANNUELS DE PAYS DU PAM	33
Chiffres et Indicateurs	34
CONTRIBUTION DU PAM AUX ODD	34
BÉNÉFICIAIRES PAR SEXE ET PAR GROUPE D'ÂGE	34
BÉNÉFICIAIRES PAR STATUT DE RÉSIDENCE	35
BÉNÉFICIAIRES PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ	35
TRANSFERT ANNUEL DE DENRÉES ALIMENTAIRES	35
TRANSFERT ANNUEL D'ESPÈCES ET DE BONS D'ACHAT ALIMENTAIRE	36
PRODUITS ESCOMPTÉS ET EFFETS DIRECTS STRATÉGIQUES	37
INDICATEURS TRANSVERSAUX	60

Aperçu

La République démocratique du Congo (RDC) est la plus grande urgence alimentaire au monde, avec 27 millions de personnes (soit environ 26 pour cent de sa population) en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

Une analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) de novembre 2021 a cité le conflit et la pauvreté endémique comme les principaux facteurs. Les chocs climatiques, les infestations parasitaires, la maladie à virus Ebola et les impacts socio-économiques de la COVID-19 ont été d'autres facteurs importants au cours de la période considérée, faisant baisser la production alimentaire et aggravant la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri à l'est, ravagées par la guerre, ainsi que la région centrale du Kasai, ont été les plus durement touchées.

Le PAM et ses partenaires ont continué à fournir une assistance à grande échelle, atteignant un nombre record de 6,3 millions de personnes au cours de l'année.

Le PAM a aidé 4,5 millions de personnes avec des denrées alimentaires en nature, 1,4 million avec des espèces et environ 1,8 million d'enfants, de femmes et filles enceintes ou allaitantes avec des aliments nutritifs spécialisés.

S'appuyant sur les recommandations d'une évaluation de son Plan Stratégique de Pays Provisoire (PSPP) pour 2018-2020, le PAM a intégré dans son Plan Stratégique de Pays (PSP) pour 2021-2024 des changements d'approche dans l'exécution du double mandat visant à sauver des vies et changer des vies, notamment en mettant davantage l'accent sur les partenariats pour favoriser le développement et la paix.

Bien que la situation désastreuse de la RDC en matière de sécurité alimentaire au cours de l'année ait nécessité principalement des secours d'urgence, le PAM a continué à travailler pour lier les activités de réponse à la crise aux interventions de relèvement rapide et de renforcement de la résilience. En partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), il a renforcé des programmes conjoints dans ces domaines. Ces interventions, principalement dans ce qui étaient autrefois des zones de conflit, ont fourni un soutien intégré aux communautés vulnérables, leur permettant de cultiver leur propre nourriture et d'augmenter leurs revenus, tout en contribuant à renforcer la cohésion sociale.

La violence dans l'est de la RDC, impliquant principalement des groupes armés non étatiques et l'armée nationale, s'est intensifiée en 2021, malgré les efforts vigoureux déployés (notamment par les forces étrangères déployées à cet effet) pour la contenir et l'inverser : des attaques d'une violence effroyable contre des innocents dans des camps pour déplacés internes, avec des dizaines de personnes assassinées et blessées ; des attentats-suicides ; l'assassinat et l'enlèvement de travailleurs humanitaires ; et des attaques contre des convois alimentaires du PAM.

Comme à son habitude, le PAM a réagi rapidement aux situations d'urgence. Par exemple, il a fourni une aide alimentaire à 146 000 personnes dans les dix jours qui ont suivi l'éruption du volcan Nyiragongo le 22 mai, près de la ville de Goma, dans l'est du pays.

Le PAM s'est procuré 24 850 tonnes de denrées alimentaires dans le pays pour ses opérations, y compris auprès de petits exploitants agricoles, en achetant dans les régions présentant des excédents de production et en transportant les produits vers les zones à déficit alimentaire, tout en sensibilisant les petits exploitants à ses exigences de qualité.

Les projets de renforcement de la résilience ont aidé les petits exploitants à améliorer la quantité et la qualité de leurs rendements, et à réduire les pertes après récolte.

En 2021, outre la COVID-19, la RDC a connu d'importantes épidémies de rougeole, de choléra et du virus hautement contagieux Ebola. L'assistance du PAM aux victimes et aux survivants d'Ebola, ainsi qu'à leurs familles et à leurs « contacts », a été essentielle pour relever le défi vital du confinement, consistant à limiter les mouvements de population dans les zones touchées.

En tant que responsable de la logistique humanitaire des Nations Unies, le PAM a fourni un soutien opérationnel aux équipes d'intervention médicale contre le virus Ebola, permettant ainsi une assistance rapide dans les zones reculées. Les vols effectués par le service aérien humanitaire des Nations Unies, géré par le PAM, ont joué un rôle crucial à cet égard.

Le programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux, mis en place par le PAM, a atteint 226 000 enfants. À cette fin, il a acheté localement 1 000 tonnes de produits de base au cours de l'année scolaire 2020-21, renforçant ainsi l'autonomie d'action des petits exploitants agricoles.

Après la fermeture des écoles en raison de la pandémie de COVID-19, les élèves ont reçu du PAM des rations à emporter.

Les opérations du PAM ont contribué à la réalisation de la cible de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 2, qui consiste à améliorer l'accès à la nourriture.

Bien qu'il n'existe pas de données nationales illustrant les progrès accomplis dans la réalisation des ODD, l'aide en nature et en espèces du PAM a permis à des millions de Congolais vulnérables d'avoir accès à la nourriture.

En partenariat avec le Gouvernement et d'autres acteurs humanitaires, le PAM a mené des évaluations de la sécurité alimentaire d'urgence dans 100 territoires et a fourni un appui technique pour améliorer la collecte de données sur la disponibilité des denrées alimentaires.

Le PAM a également contribué à la réalisation de la cible 2.2 des ODD (mettre fin à la malnutrition), en aidant 1,8 million d'enfants et de femmes et filles enceintes ou allaitantes, dans 1 200 centres de santé.

Le PAM a aidé le Gouvernement à réaliser une analyse visant à « Combler le Déficit Nutritionnel », en examinant la disponibilité et le coût d'une alimentation nutritive dans tout le pays. Les interventions nutritionnelles du PAM ont été mises en œuvre conformément aux protocoles nationaux et en collaboration avec le Programme National de Nutrition de la RDC, l'UNICEF et le Cluster Nutrition.

6 311 806

Total des bénéficiaires en 2021



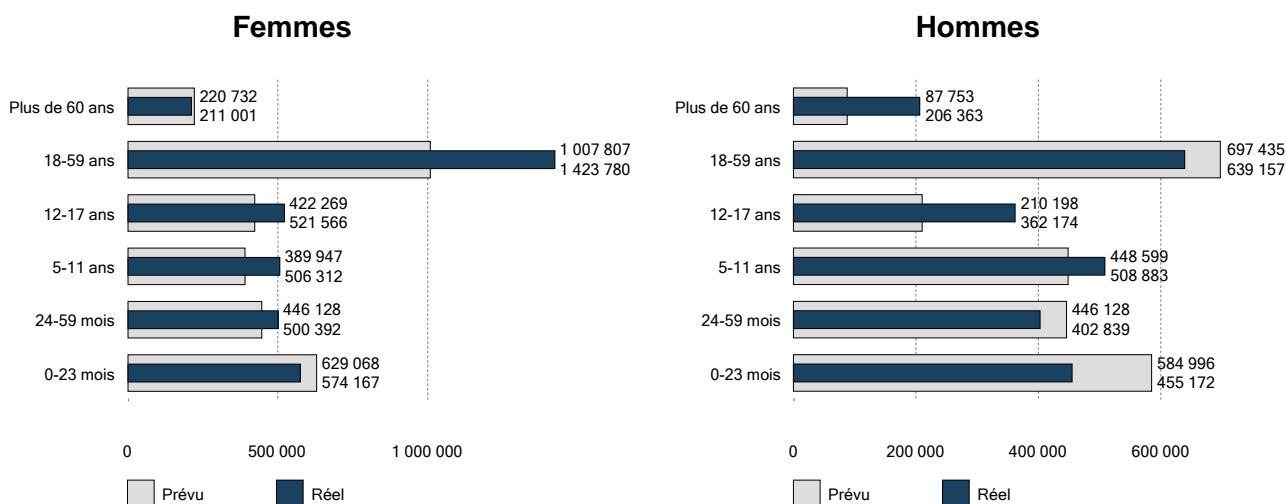
59 %
de femmes



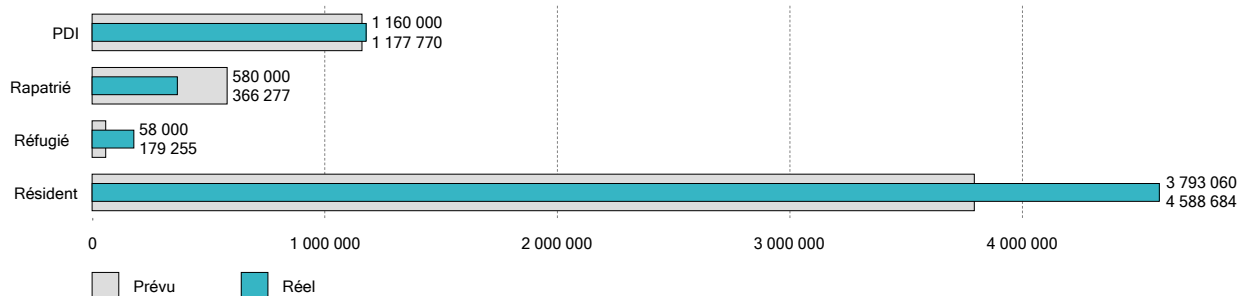
41 %
d'hommes

Estimation du nombre de personnes handicapées : 59 625 (52 % de femmes, 48 % d'hommes)

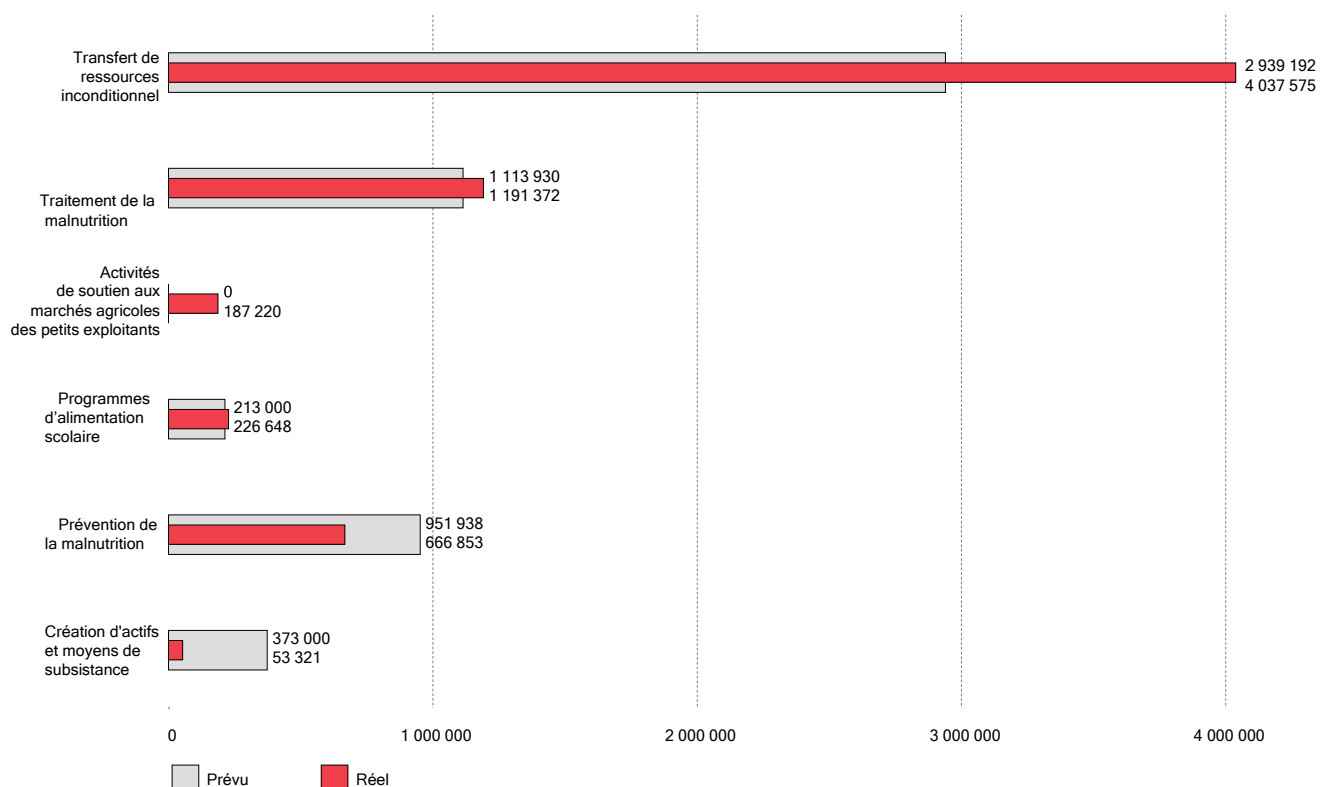
Bénéficiaires par sexe et groupe d'âge



Bénéficiaires par statut de résidence



Bénéficiaires par domaine d'activité



Bénéficiaires par modalité

4 590 296
nombre total réel de bénéficiaires de vivres en 2021
 sur un total prévu de 3 917 160
 (2 779 719 femmes, 1 810 577 hommes)

1 462 672
nombre total réel de bénéficiaires de transferts en espèces en 2021
 sur un total prévu de 1 673 900 (786 075 femmes, 676 597 hommes)

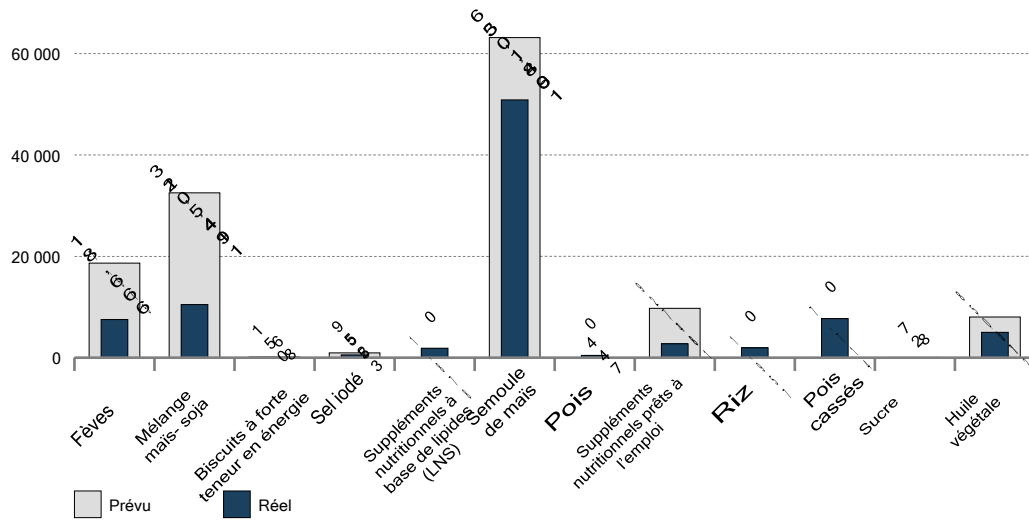
192 469
nombre total réel de bénéficiaires d'activités de renforcement des capacités en 2021
 sur un total prévu de 0
 (118 274 femmes, 74 195 hommes)

Transferts totaux de nourriture et espèces

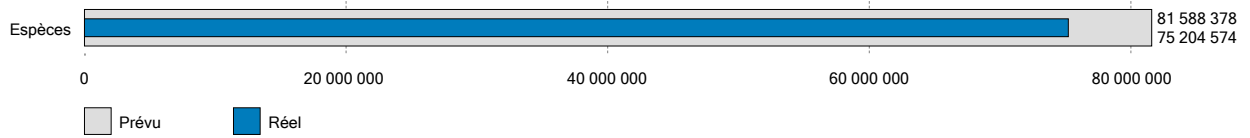
89 294 tonnes
total réel des vivres transférés en 2021
 sur un total de 133 315 tonnes prévues au total

75 204 574 USD
total réel des espèces transférées en 2021
 sur un total prévu de 81 588 378 \$US

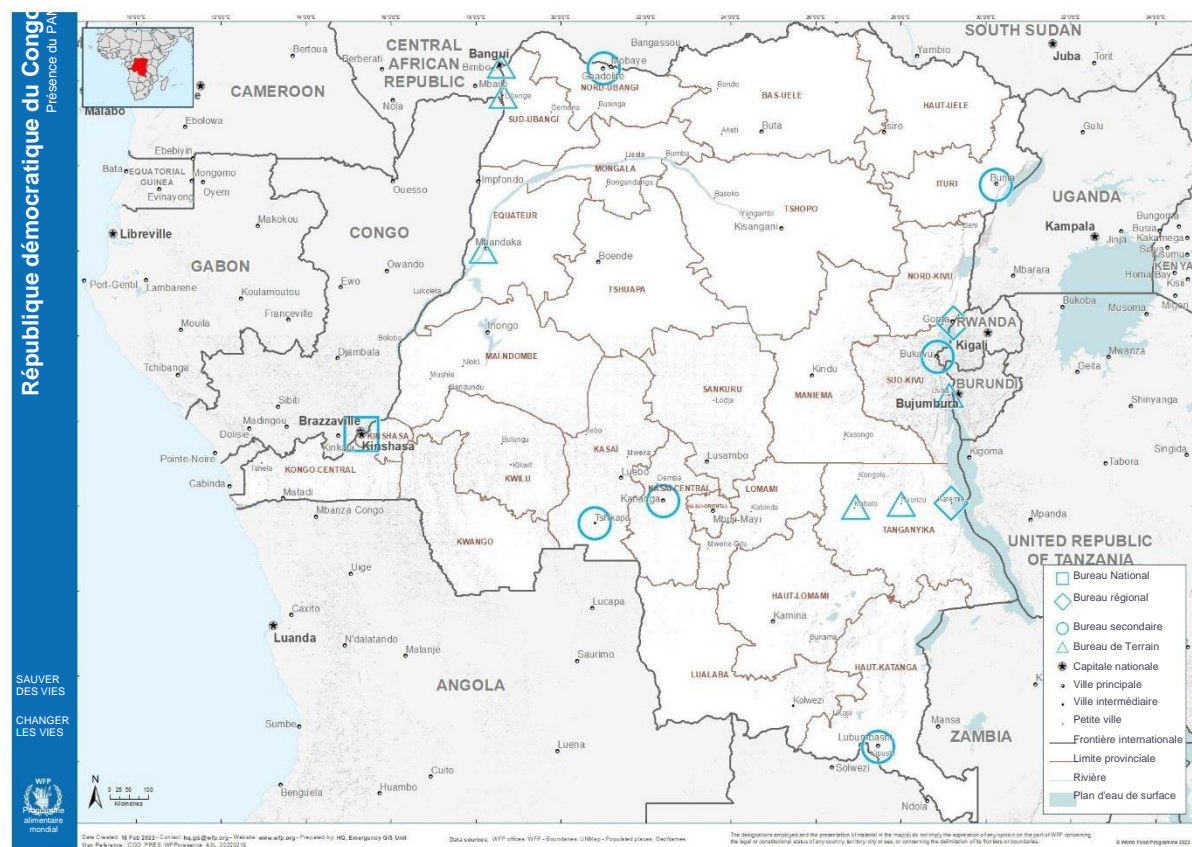
Transfert annuel de denrées alimentaires



Transfert annuel d'espèces et bons d'achat alimentaire



Contexte et opérations



La situation d'urgence en RDC est une crise humanitaire prolongée, aggravée par la persistance et l'élargissement du conflit armé, une grave insécurité alimentaire, une mauvaise alimentation, des épidémies et le changement climatique. Les civils sont confrontés à des violations de leurs droits à la propriété, à la liberté et à l'intégrité physique. La prévalence de violences sexuelles et sexistes, en particulier la violence domestique contre les femmes et les filles, est alarmante [1].

Le rétrécissement de l'accès humanitaire a eu un impact négatif sur les opérations du PAM en 2021. Entre janvier et octobre, 260 incidents contre des acteurs humanitaires ont été enregistrés, notamment des cas de vol, de destruction de biens et d'infrastructures, des violences sexistes, des violences physiques, des enlèvements et des attaques armées qui ont causé sept décès (trois au Nord-Kivu, deux en Ituri, un au Sud-Kivu et un au Tanganyika) [2].

Les déplacements induits par le conflit ont aggravé l'insécurité alimentaire [3]. La RDC compte la plus grande population de déplacés internes d'Afrique (5 millions), et près d'un million de Congolais ont fui vers les pays voisins.

La RDC abrite 531 000 réfugiés. Le PAM a fourni une aide alimentaire à 182 000 réfugiés, principalement originaires du Soudan du Sud, de la République centrafricaine et du Burundi (30 000 hommes, 34 000 femmes, 54 000 garçons et 64 000 filles).

La pauvreté endémique contribue aux niveaux extrêmement élevés d'insécurité alimentaire. Une analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) de novembre 2021 a estimé que 27 millions de personnes (26 pour cent des personnes évaluées) étaient confrontées à une insécurité alimentaire de « crise » (Phase 3 de l'IPC) ou « d'urgence » (Phase 4 de l'IPC). Sur les 179 territoires étudiés, cinq ont été classés en Phase 4 : Djugu (province de l'Ituri), Kamonia et Luebo (Kasaï), et Dibaya et Luiza (Kasaï-Central).

La situation d'urgence humanitaire de niveau 3 du PAM, initialement déclarée en octobre 2017 pour les provinces du Kasaï et du Kasaï-Central, a de nouveau été étendue en 2021 pour couvrir l'ensemble du pays. La malnutrition aiguë globale était estimée à 6,5 pour cent et la malnutrition chronique à un taux alarmant de 42 pour cent. Il a été estimé qu'environ 4,4 millions de personnes souffraient de malnutrition aiguë, dont 1 million de malnutrition aiguë sévère et 3,4 millions de malnutrition aiguë modérée [4]. Parmi ces personnes, 3,4 millions étaient des enfants de moins de cinq ans et un million étaient des femmes et des filles enceintes ou allaitantes.

Une évaluation réalisée en avril dans le cadre de l'initiative « Comblent le Déficit Nutritionnel » a révélé qu'en raison du coût élevé et de la disponibilité limitée des aliments, ainsi que de la fragilité des systèmes d'aide sociale, la moitié de la population n'avait pas les moyens d'avoir une alimentation nutritive.

Les évaluations ont révélé qu'environ 13,5 millions d'enfants, soit près de la moitié de la population dans le besoin, auraient besoin d'une aide humanitaire en 2022.

Depuis 2018, le Gouvernement a manifesté sa volonté de gérer son propre programme d'alimentation scolaire, afin de contribuer à la fois à attirer et maintenir les enfants à l'école. Une politique présidentielle phare de 2019 supprimant les frais de scolarité dans le primaire prévoyait une ligne budgétaire de 10 millions d'USD pour l'alimentation scolaire.

Ebola, la rougeole, le choléra et la COVID-19 ont touché des millions de Congolais en 2021. La vaccination et l'isolement des communautés touchées ont limité la létalité de deux épidémies d'Ebola. Pourtant, les déplacés internes (dont 80 pour cent sont des femmes et des enfants), les réfugiés et les populations urbaines vivant dans des zones surpeuplées où l'assainissement et les soins de santé sont insuffisants sont restés particulièrement vulnérables aux maladies.

Un déploiement lent de la vaccination contre la COVID-19, qui, selon les prévisions du Fonds Monétaire International, ne sera achevé qu'en 2023, pourrait nuire à la croissance économique. La hausse des prix des denrées alimentaires, le taux de chômage élevé et l'augmentation de la dette nationale devraient faire grimper le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Le PAM, les autres acteurs humanitaires et le Gouvernement répondent aux besoins urgents tout en poursuivant des approches stratégiques coordonnées à long terme. Les activités du PAM ont été guidées par son Plan Stratégique de Pays (PSP) pour 2021-2024, un élément clé du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la RDC. Conformément aux priorités humanitaires convenues, le PAM met l'accent sur la réponse aux crises et le renforcement de la résilience, contribuant ainsi à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) 2 et 17.

L'assistance du PAM en 2021 a principalement porté sur l'effet direct stratégique 1, et a consisté en des transferts de ressources inconditionnels, des interventions intégrées pour le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë modérée, et l'alimentation scolaire des enfants traumatisés par le conflit et d'autres chocs.

Ces chocs comprenaient la pandémie de COVID-19, les arrivées soudaines de réfugiés, les inondations et l'éruption en mai du volcan Nyiragongo près de Goma.

Dans le cadre de l'effet direct stratégique 4, le PAM a contribué à servir l'ensemble de la communauté humanitaire en vue d'assurer la fourniture d'une aide efficace et bien coordonnée. Le Cluster Logistique dirigé par le PAM et le service aérien humanitaire des Nations Unies ont joué un rôle crucial à cet égard.

Dans le cadre de l'effet direct stratégique 2, le PAM a fourni des repas scolaires nutritifs, soutenu l'alimentation scolaire à base de produits locaux et renforcé les interventions visant à lutter contre la malnutrition chronique, conscient qu'un investissement insuffisant dans la santé et l'éducation des enfants, et notamment des filles, pourrait compromettre considérablement la capacité des générations futures à réaliser leur potentiel.

Par conséquent, le programme d'alimentation scolaire a intégré des mesures spécifiques pour aider à briser les obstacles à l'accès des filles à l'éducation. Il s'agit notamment de la fourniture de rations à emporter pour celles qui vont régulièrement en classe.

L'UNICEF a constaté que 7,6 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans, dont la moitié des filles congolaises de ce groupe d'âge, n'allaient pas à l'école.

Dans le cadre de l'effet direct stratégique 3, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UNICEF ont poursuivi leur partenariat important et croissant en matière de renforcement de la résilience, un partenariat qui s'efforce de relier la réponse immédiate en cas de crise au relèvement rapide et au développement à long terme.

En 2021, leurs activités de résilience ont été étendues à la région du Kasai suite au départ de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Elles ont contribué à l'élaboration d'un cadre nexus pour la région, basé sur un modèle appliqué avec succès dans le Kivu par le PAM, la FAO et l'UNICEF.

Des interventions similaires devaient être développées au Tanganyika pour aider à atténuer les impacts du retrait de la MONUSCO prévu en juin 2022.

Le PAM a également soutenu le Gouvernement en fournissant des analyses factuelles de ses capacités en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de préparation aux situations d'urgence, en vue de les renforcer, tout comme les systèmes de protection sociale.

Gestion des Risques

En 2021, les activités du PAM en RDC ont continué d'être confrontées à des menaces importantes, notamment le conflit, le changement climatique, la violence, les déplacements massifs, les difficultés logistiques et d'accès, la fraude, l'exploitation et les abus sexuels, l'insécurité à laquelle est confronté le personnel, les accidents d'avion, le manque de financement et la COVID-19 parmi le personnel.

Le changement climatique exacerbe la crise de la sécurité alimentaire, avec des augmentations de température prévues de 2 à 3 degrés Celsius d'ici 2050, accompagnées d'une augmentation des conditions météorologiques extrêmes, de précipitations intenses et de davantage d'inondations. Ces effets du changement climatique auront un impact sur l'agriculture et les moyens de subsistance. La dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale est très répandue et la variabilité actuelle du climat réduit déjà la

productivité des cultures en raison des fortes pluies, des inondations et de l'érosion.

Le PAM a identifié ces menaces, a planifié et mis en œuvre des mesures d'atténuation et a évalué leur gravité afin de guider l'établissement des priorités. Notre processus de gestion des risques était itératif, dynamique et inclusif. Tous les bureaux de terrain et toutes les unités du bureau de pays du PAM ont tenu à jour le registre des risques du bureau de pays en temps réel, comme un document évolutif, avec les contributions des réunions de gestion hebdomadaires. Le PAM a atténué ces risques en ratifiant une procédure opérationnelle standard approfondie pour la surveillance des marchés afin d'empêcher la commercialisation illicite des produits alimentaires en nature du PAM.

Le processus de gestion des risques a également permis d'observer les risques par le biais d'audits, d'évaluations, de missions de supervision des bureaux régionaux et de l'Exercice d'Assurance du Directeur Exécutif sur les Contrôles Internes. Le PAM en RDC a également intégré des mesures clés d'atténuation des risques dans son plan de travail annuel.

Un audit externe a été réalisé en RDC en novembre 2021 pour garantir la reddition de comptes et la transparence des opérations du PAM. Le rapport sera publié en 2022, et ses recommandations serviront de base à un plan d'action qui permettra au PAM de tenir ses promesses dans les années à venir.

Partenariats

L'ampleur et la nature multidimensionnelle de la crise alimentaire en RDC ont nécessité un partenariat avec un large éventail de parties prenantes.

Le PAM a soutenu le Gouvernement en l'aidant à identifier et à combler les lacunes techniques et en matière de gouvernance, renforçant ainsi ses capacités à répondre aux chocs et à réduire la malnutrition. L'engagement dans un plan national de réponse à la COVID-19 a permis de faire progresser les travaux visant à mettre en place des programmes de protection sociale plus durables et plus résilients, et de renforcer l'image du PAM en tant qu'acteur du développement.

Pour la quatrième année consécutive, les contributions des donateurs aux activités du PAM dans le pays ont atteint un niveau record. Pourtant, il subsistait encore d'importants déficits de financement, notamment pour la prévention de la malnutrition et le service aérien humanitaire des Nations Unies, déficits qui ont entraîné une réduction des services et la non-réalisation d'objectifs.

Si la plupart des contributions ont été affectées à des activités de réponse à la crise, un financement pluriannuel considérable a été reçu pour des projets axés sur la résilience. Les partenariats pour ces projets, y compris la poursuite de l'opérationnalisation du modèle du triple nexus (humanitaire-développement-paix), ont été renforcés avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF et d'autres organisations. Le PAM a lancé des activités de renforcement de la résilience dans la région du Kasai, notamment pour aider à combler le vide laissé par le départ de la MONUSCO, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation.

Le PAM a également renforcé la programmation conjointe sur d'autres fronts, par exemple par la ratification en décembre d'un accord triennal financé par l'UE avec la FAO et l'UNICEF, pour mettre en place un système public de collecte et d'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le PAM a maintenu des dialogues constructifs avec ses partenaires et donateurs, grâce notamment à des communications bilatérales et multilatérales plus régulières et à des produits d'information et des visualisations de données remaniés en anglais et en français.

Le Directeur Exécutif du PAM et son Directeur Régional pour l'Afrique australe se sont rendus en RDC pour entretenir des partenariats stratégiques, et des visites de terrain ont été organisées avec succès pour les représentants de plusieurs pays donateurs.

Le PAM a noué des partenariats avec des institutions financières internationales, établissant une collaboration solide avec la Banque mondiale (BM) et l'UE pour stimuler la protection sociale et la programmation de la résilience. Il a reçu un financement du Partenariat mondial pour l'éducation de la Banque mondiale pour son programme d'alimentation scolaire, et est en pourparlers avec la Banque au sujet d'engagements potentiels pour son assurance contre les risques climatiques et ses interventions en espèces.

Le renforcement des capacités du Gouvernement, notamment en capitalisant et en s'appuyant sur des secteurs d'expertise existants aux niveaux technique et supérieur, est au cœur de la stratégie de partenariat du PAM. En amont du Sommet sur les systèmes alimentaires organisé en septembre par le Secrétaire général des Nations Unies, par exemple, le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le point focal nommé par le Gouvernement.

Il a également soutenu l'engagement du Gouvernement auprès de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, qui a conduit la RDC à rejoindre plus de 120 États membres et autres partenaires en signant une déclaration d'engagement pour que chaque enfant reçoive un repas sain et nutritif à l'école d'ici 2030.

Le PAM s'est efforcé de sensibiliser les autorités à l'importance des exercices de planification nationale, comme l'utilisation des évaluations des récoltes pour éclairer les stratégies du ministère de l'Agriculture, contribuant ainsi à renforcer l'appropriation nationale et locale.

Le PAM a travaillé avec 64 partenaires de coopération (dont 85 pour cent étaient des partenaires locaux) et a conclu un total de 126 accords de terrain. Les partenariats ont été évalués continuellement pour s'assurer qu'ils reflétaient correctement les critères de performance et les risques. Dans le cadre d'un projet pilote inter organisations, par exemple, le PAM a testé le module de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) du Portail des Partenaires des Nations Unies pour s'assurer que les ONG qui coopèrent avec lui avaient mis en place, et appliquaient, des politiques et protocoles adéquats dans ce domaine.

Aperçu Financier du PSP

Le PAM a commencé à mettre en œuvre un nouveau plan stratégique de pays (PSP) pour 2021-24, reflétant l'impératif de s'attaquer de manière significative aux énormes besoins alimentaires de la RDC. Cela a été mis en évidence par l'intention déclarée du PAM d'atteindre un nombre record de 6,3 millions de personnes parmi les plus vulnérables du pays en 2021 et par une analyse et les prévisions sombres du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) de novembre.

La générosité des donateurs a permis au PAM d'intensifier ses opérations. En effet, son plan basé sur les besoins pour l'année, qui nécessitait 456,5 millions d'USD, a été financé à 145 pour cent. Son plan de mise en œuvre, chiffré à 662,5 millions d'USD, a été financé à 100 pour cent [1]. Un tiers de ce dernier a été comptabilisé par des fonds reportés du PSP provisoire pour 2018-20.

Le PAM a reçu un montant record de contributions de 370,5 millions d'USD au cours de l'année, soit une hausse de 11 pour cent par rapport à 2020. Les produits alimentaires en nature représentaient 51 pour cent des recettes et les espèces représentaient les 49 pour cent restants.

Le niveau plus élevé des contributions a permis de rendre plus flexible l'approvisionnement en produits alimentaires, notamment en stimulant la production locale et en permettant un recours accru aux marchés régionaux, ce qui a raccourci les délais de livraison.

La plupart des contributions des gouvernements donateurs étaient affectées à des activités et à des lieux spécifiques, et étaient d'un type particulier : denrées alimentaires, espèces ou produits nutritionnels. Cela a limité la flexibilité opérationnelle du PAM, tout comme l'arrivée tardive des cargaisons alimentaires en provenance de l'étranger et la congestion à Matadi, le principal port maritime de la RDC.

Tous les effets directs stratégiques ont été entièrement financés. Les activités d'intervention d'urgence relevant de l'effet direct stratégique 1 ont constitué 78 pour cent du portefeuille total du PAM, les activités de renforcement de la résilience et des moyens de subsistance relevant des effets directs stratégiques 2 et 3 ont représenté 13 pour cent et l'effet direct stratégique 4, les services logistiques communs et le service aérien humanitaire, ont représenté 9 pour cent.

Il est essentiel de noter que le PAM a pu convertir les promesses de dons de certains donateurs en avances de fonds, ce qui lui a permis de mettre rapidement des vivres et des liquidités à la disposition des bénéficiaires identifiés et d'éviter les ruptures d'approvisionnement.

Les contributions flexibles des donateurs sont, bien entendu, vitales. En 2021, elles ont permis d'assurer le financement d'un programme de protection sociale dans la commune de N'sele, proche de Kinshasa, comblant ainsi un déficit de financement qui aurait pu être imminent. Elles ont également permis, en dépit de déficits critiques, de poursuivre la mise en œuvre d'activités de prévention de la malnutrition au Nord-Kivu et au Tanganyika, ainsi que des vols du service aérien humanitaire des Nations Unies géré par le PAM.

Les contributions dites « multilatérales » des donateurs, que le PAM peut utiliser comme il l'estime le plus approprié, y compris pour des activités sous-financées, ont été affectées dans une large mesure au renforcement de la résilience.

Sur les 370,5 millions d'USD reçus en 2021, 260,2 millions d'USD ont été confirmés au cours du second semestre. Sur le total reçu, 180 millions d'USD ont été alloués pour être utilisés en 2022.

L'approvisionnement en produits alimentaires via le Mécanisme de gestion globale des vivres (GCMF) du PAM, qui utilise les fonds prévus pour permettre l'achat anticipé et le pré positionnement de vivres là où elles sont le plus nécessaires, ont permis de distribuer 17 735 tonnes de vivres.




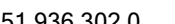
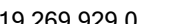






Les États-Unis ont été le plus grand donateur du PAM en 2021, suivis par la Suède, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'UE, le Fonds central pour les interventions d'urgence des Nations Unies et le Canada. Ensemble, ils ont représenté 94 pour cent des ressources.

L'Allemagne, la Norvège, la Suède et le Canada ont continué de fournir un financement substantiel pour les projets de résilience mis en œuvre par le PAM avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'UNICEF et d'autres partenaires.

Les sources de financement de l'alimentation scolaire étaient diverses, et comprenaient le Partenariat mondial pour l'éducation de la Banque mondiale.

Le PAM a également signé un accord pluriannuel avec le fonds mondial Education Cannot Wait pour l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées, et a conclu un nouveau partenariat avec l'UNICEF pour mieux nourrir les enfants des écoles primaires.

Aperçu Financier du PSP Annuel par Effet Direct Stratégique

	Plan basé sur les besoins	Plan de mise en œuvre	Ressources disponibles	Dépenses
01 : Quel que soit leur groupe ethnique, les hommes, les femmes, les garçons et les filles touchés par un conflit ou une crise sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels tout au long de l'année.	 314 826 860,0	 278 684 372,0	 475 327 449,0	 283 202 130,0
02 : D'ici à 2024, le capital humain des populations touchées par un conflit et/ou à risque est protégé et renforcé de manière équitable et inclusive.	 24 804 063,0	 8 324 434,0	 27 088 898,0	 10 355 669,0
03 : D'ici à 2024, les moyens d'existence, la résilience, la cohésion sociale et la protection des petits exploitants et des acteurs des chaînes de valeur alimentaires s'améliorent et l'égalité des sexes progresse au sein de ces catégories de population	 27 415 515,0	 31 284 789,0	 51 936 302,0	 19 269 929,0
04 : Les partenaires de l'action humanitaire et du développement ont accès à des services aériens fiables ainsi qu'à des services améliorés dans les domaines de la chaîne d'approvisionnement et autres pendant et après les conflits et les crises	 44 066 554,0	 37 111 845,0	 51 524 631,0	 32 270 194,0
Effet direct non stratégique et effet direct non stratégique spécifique	 0,0	 0,0	 2 855 284,0	 0,0
Coût opérationnel direct total	 411 112 992,0	 355 405 440,0	 608 732 564,0	 345 097 922,0
Coûts d'appui directs	 17 894 914,0	 17 549 914,0	 24 443 558,0	 13 421 838,0
Coûts directs totaux	 429 007 906,0	 372 955 354,0	 633 176 122,0	 358 519 760,0

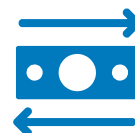
Coûts d'appui indirects	27 469 357,0	23 948 666,0	27 943 476,0	27 943 476,0
Montant total	456 477 262,0	396 904 .020,0	661 119 598,0	386 463 236,0

Performance du programme

Effet Direct Stratégique 01 : Quel que soit leur groupe ethnique, les hommes, les femmes, les garçons et les filles touchés par un conflit ou une crise sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels tout au long de l'année.



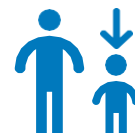
2,6 millions de bénéficiaires ont reçu 69 000 tonnes d'aide alimentaire en nature



70 millions d'USD injectés dans les économies locales, au bénéfice de **1,4 million de personnes**



Plus de 1,2 million d'enfants et de femmes et filles enceintes ou allaitantes ont reçu des aliments nutritifs spécialisés **pour traiter la malnutrition aiguë modérée**



Le PAM a prévenu la malnutrition aiguë chez **374 000** enfants et **279 000** femmes et filles enceintes ou allaitantes **dans des situations de conflit et de crise**

L'action du PAM dans ce domaine avait trois objectifs fondamentaux : fournir aux populations affectées par les conflits et les crises une assistance nutritionnelle équitable pour les hommes et les femmes, notamment grâce à une meilleure coordination interorganisations (activité 1) ; traiter la malnutrition aiguë modérée (MAM) chez les populations affectées par les conflits et les crises (activité 2) ; et prévenir la MAM chez ces populations (activité 3).

Le PAM a atteint les objectifs de son activité 1 en distribuant des vivres et de l'argent à plus de 4 millions de personnes : 2,1 millions de femmes (53 pour cent des bénéficiaires) et 1,9 million d'hommes (47 pour cent).

Le PAM a distribué 69 400 tonnes de vivres à 2,6 millions de personnes (dont 1,4 million de femmes), soit 6 pour cent de plus qu'en 2020. Il a considérablement augmenté l'aide en espèces, versant 70 millions d'USD à 1,4 million de personnes (dont 54 pour cent de femmes), contre 46 millions d'USD en 2020, tout en s'appuyant davantage sur les transferts d'argent par téléphone portable (MMT), notamment pour pallier les pénuries d'argent liquide physique.

Bien que la dernière analyse IPC, de novembre 2021, ait montré une légère diminution du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire d'urgence (IPC 4) [1], la RDC est restée la plus grande crise alimentaire au monde en chiffres absolus, avec 27 millions de personnes, soit 26 pour cent de la population interrogée, considérées comme souffrant de faim aiguë.

L'insécurité alimentaire est restée omniprésente de manière alarmante dans toutes les provinces de la RDC et a continué d'être particulièrement prononcée dans certaines d'entre elles [2].

Les déplacés internes, environ 5 millions, soit la plus grande population de ce type en Afrique, sont restés fortement dépendants de l'aide extérieure et n'ont pas pu, pour la plupart, développer des moyens de subsistance stables.

De multiples facteurs ont contribué à la vulnérabilité des ménages en situation d'insécurité alimentaire : le conflit ; le déplacement ; le genre (en particulier pour les ménages dirigés par des femmes) ; l'âge (pour les ménages dirigés par des enfants) ; l'accès à l'éducation ; et, dans certaines régions, l'identité ethnique.

Les mécanismes d'adaptation adoptés en conséquence, tels que le commerce du sexe et le travail des enfants, ont donné lieu à d'importants risques et préoccupations en matière de protection.

L'effet direct stratégique 1 a reçu un financement suffisant pour couvrir le budget du plan fondé sur les besoins, la majeure partie de ce financement ayant été affectée à l'activité 1. Le PAM a donc été en mesure de répondre rapidement aux situations d'urgence soudaines, tout en poursuivant les interventions d'urgence de niveau 3 en cours.

Par exemple, en mai, le volcan Nyiragongo, au nord de la ville de Goma, dans l'est du pays, est entré en éruption, tuant 32 personnes et provoquant le déplacement temporaire de plus de 400 000 personnes. Le PAM et ses partenaires ont apporté une aide alimentaire en nature à plus de 146 000 d'entre eux en moins de dix jours. Les distributions, qui ont pris fin début juin, se sont concentrées sur les déplacés dans les villes de Sake, Minova et Rutshuru.

Le suivi postérieur à la distribution du PAM a fourni une série de conclusions.

Après que 80 000 personnes aient été déplacées par des affrontements armés dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, au début de l'année 2021, le PAM a réagi en intensifiant l'aide financière inconditionnelle dans cette région. En conséquence, la prévalence de l'insécurité alimentaire parmi les ménages bénéficiant de l'aide est passée de 80 pour cent avant l'intervention à 32 pour cent après quatre mois d'aide.

En outre, la proportion de ménages souffrant d'insécurité alimentaire sévère est passée de 24 pour cent en juin à seulement 1 pour cent en octobre.

Les données du suivi post-distribution ont également montré que la proportion de ménages ayant recours à des mesures d'urgence négatives est passée de 56 pour cent en juin à 27 pour cent en octobre.

Au cours du dernier trimestre de l'année, le PAM et le HCR ont procédé à une vaste évaluation des réfugiés de la République centrafricaine déchirée par la guerre, à l'intérieur et à l'extérieur des camps en RDC. Les résultats seront disponibles prochainement.

Cette évaluation a été motivée par les résultats du suivi post-distribution réalisé plus tôt dans l'année dans quatre camps des provinces du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi accueillant la plupart des réfugiés de la RCA : Boyabo, Mole, Inke et Bili. Elle a montré, entre autres, un recours accru à de nombreux mécanismes d'adaptation négatifs de la part de la plupart des ménages interrogés, notamment l'emprunt d'argent et le retrait de l'épargne.

L'insécurité persistante en RCA ayant provoqué un afflux de 73 000 réfugiés supplémentaires en RDC au début de l'année, le PAM a considérablement intensifié son aide, pour atteindre un total de 183 000 réfugiés centrafricains en 2021, contre 148 000 en 2020.

Le PAM a également aidé 32 000 réfugiés du Soudan du Sud (dans les provinces du Haut Uélé et de l'Ituri) et 37 000 du Burundi (dans le Sud-Kivu).

En tenant compte de l'avis des bénéficiaires et des évaluations du marché, le PAM a poursuivi sa transition de l'aide en nature à l'aide par transfert d'argent, permettant aux familles réfugiées de choisir les aliments qu'elles souhaitaient.

À l'avenir, cette approche sera complétée par un investissement accru dans les interventions de relèvement rapide et de renforcement de la résilience, en vue d'une autonomie réelle des familles de réfugiés.

Des retards importants ont été enregistrés dans la livraison dans la région du Kasai des produits alimentaires du PAM en provenance de l'étranger, en raison de la congestion provoquée par la COVID-19 à Matadi, le principal port de la RDC, mais aussi d'un dédouanement plus strict et d'un changement de gouvernement national.

L'utilisation d'un couloir alternatif, via le port de Pointe-Noire en République du Congo voisine, et le lobbying de diverses autorités locales sur les procédures douanières et autres procédures administratives, ont permis de réduire la congestion, mais n'ont pas pu empêcher les ruptures d'approvisionnement alimentaire. Des rations réduites ont dû être distribuées dans plusieurs provinces.

Dans l'est de la RDC, le PAM a acheté localement, auprès de petits exploitants agricoles, 24 850 tonnes de farine de maïs et de légumineuses, soit 45 pour cent de plus qu'en 2020. Ce tonnage, dont le coût s'élève à 17 millions d'USD, équivaut à près de 30 pour cent de la nourriture distribuée par le PAM dans tout le pays au cours de l'année, et est essentiel pour prévenir et atténuer les ruptures d'approvisionnement.

En plus d'injecter des sommes importantes dans les économies locales, ces achats ont permis de renforcer l'engagement auprès des petits exploitants fournisseurs et de les sensibiliser davantage aux normes de sécurité et de qualité des aliments (FSQ) du PAM.

Avec la FAO et l'UNICEF, le PAM a étendu un projet innovant de filets de sécurité sociale en milieu urbain dans la commune de N'sele, proche de Kinshasa. Cette initiative a permis de fournir des liquidités inconditionnelles d'une valeur totale de 9 millions d'USD, par le biais de transferts d'argent par téléphone portable et transferts directs, à plus de 100 000 personnes, afin d'atténuer les impacts socio-économiques de la COVID-19 sur les moyens de subsistance des personnes les plus durement touchées de la localité. L'aide a permis aux bénéficiaires de rester chez eux et de respecter les autres restrictions visant à limiter la propagation du virus.

Grâce à l'activité 2, le PAM a traité la MAM chez les populations affectées par les conflits et les crises. Avec le Gouvernement, l'UNICEF et d'autres partenaires désireux de relever les défis nutritionnels de la RDC, le PAM a mis en œuvre un ensemble intégré d'interventions, notamment en fournissant des aliments nutritifs spécialisés pour sauver des vies et aider à protéger les personnes les plus à risque.

Le PAM a fourni une assistance nutritionnelle à 1,2 million de personnes vulnérables, dont 663 000 enfants de moins de cinq ans, 517 000 femmes et filles enceintes ou allaitantes et 4 700 patients atteints du VIH/TB traités pour MAM [3].

Cette assistance a ciblé les provinces les plus touchées par la malnutrition, en donnant la priorité au Kasai, au Kasai-Central, au Kasai-Oriental, au Tanganyika, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et à l'Ituri. Les interventions en matière de malnutrition ont donné de bons résultats, avec des taux de récupération supérieurs à 95 pour cent.

Dans le cadre de l'activité 3, le PAM s'est efforcé de prévenir la malnutrition aiguë parmi les populations touchées par les conflits et les crises. Près de 375 000 enfants de moins de cinq ans et 279 000 femmes et filles enceintes ou allaitantes ont été aidés. Cependant, comme l'activité n'a reçu que 59 pour cent de l'argent dont elle avait besoin dans le cadre du plan fondé sur les besoins, le PAM n'a pas été en mesure d'atteindre toutes les personnes éligibles.

Des actions sensibles à la nutrition ont été intégrées dans les réponses post-Ebola et dans les programmes monétaires au Tanganyika, en Ituri et dans la région du Kasai.

Par exemple, les processus d'enregistrement SCOPE [4] ont permis de détecter rapidement la malnutrition, et par conséquent de référer et de traiter rapidement les cas, ainsi que de diffuser des messages pertinents.

Le PAM a renforcé son approche des communications relatives au changement social et comportemental (SBCC) pour mieux lutter contre toutes les formes de malnutrition.

Il a également évalué les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (ANJE) de 28 000 femmes et filles enceintes ou allaitantes dans les centres de santé et au sein des communautés, et a organisé des séances de sensibilisation pour permettre à 54 000 personnes, dont 37 800 femmes, de mieux connaître les pratiques appropriées.

Les scores des marqueurs de genre et d'âge du PAM concernant l'effet direct stratégique 1 étaient positifs : 3 pour l'activité 1 ; 4 pour l'activité 2 ; et 3 pour l'activité 3.

Dans le cadre des analyses pertinentes qu'il a menées ou auxquelles il a participé, le PAM a continué de solliciter et de chercher à refléter les points de vue des femmes et des hommes bénéficiaires de l'aide, notamment à travers le prisme des données ventilées par âge et par sexe sur la sécurité alimentaire.

Le PAM est parfaitement conscient qu'en raison des inégalités entre les sexes, les femmes continuent d'être plus exposées à l'insécurité alimentaire que les hommes. Il s'efforce donc de remédier à ces inégalités, de prévenir et d'atténuer la violence sexiste, tout en accordant la priorité aux femmes dans les processus de ciblage des bénéficiaires.

Tous les bureaux du PAM dans le pays ont reçu des fonds pour former le personnel des partenaires à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels, et pour sensibiliser la communauté à ce problème.

Dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, par exemple, le PAM a continué de soutenir, par une aide alimentaire, les centres de santé qui aident les victimes de violences sexistes.

MARQUEURS DE GENRE ET D'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	
Fournir aux populations touchées par les conflits et les crises une assistance en matière de besoins essentiels soucieuse de l'équité entre les sexes et tenant compte de la nutrition, par le biais d'une assistance directe et d'une coordination inter-institutions renforcée	3
Traiter la malnutrition aiguë modérée parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC	4
Prévenir la malnutrition aiguë parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC	3

Effet Direct Stratégique 02 : D'ici à 2024, le capital humain des populations touchées par un conflit et/ou à risque est protégé et renforcé de manière équitable et inclusive.



226 000 écoliers ont reçu des repas scolaires produits sur place relative au changement social et comportemental



82 000 personnes ont été touchées par des activités de communication

L'effet direct stratégique 2 est essentiellement axé sur la sauvegarde et le renforcement du capital humain des générations futures.

Il comprend l'activité 4, qui vise à fournir des repas nutritifs aux écoliers et à soutenir la mise en œuvre de l'alimentation scolaire à base de produits locaux, et l'activité 5, centrée sur les interventions visant à prévenir la malnutrition chronique, en particulier chez les personnes à risque.

L'effet direct stratégique 2 a reçu 103 pour cent de ses besoins de financement du plan fondé sur les besoins, avec plus de la moitié des ressources transférées au cours du premier trimestre de 2021, en tant que report de 2020. Les deux activités ont dû surmonter d'importants défis systémiques pour atteindre leurs objectifs, à savoir la fermeture des écoles en raison de la COVID-19 et des grèves sporadiques dans les centres de santé et les écoles.

Le programme de repas scolaires du PAM a gagné en importance en attirant des financements du Partenariat mondial pour l'éducation de la Banque mondiale et du mécanisme Education Cannot Wait, qui se concentre sur les contextes d'urgence et de crise prolongée. Le programme a aidé 226 000 enfants dans des zones d'après-conflit et d'insécurité alimentaire, cherchant à améliorer la santé et l'éducation des élèves, en particulier des filles, notamment pour réduire le risque de mariage précoce et de travail des enfants, et contribuer ainsi à la paix, à la cohésion sociale et au développement du capital humain.

Dans les écoles soutenues par les programmes d'alimentation du PAM, les effectifs ont été plus élevés au cours de l'année scolaire 2020-2021 qu'en 2019-2020, augmentant de 12 pour cent et 20 pour cent au Kasai-Oriental et au Tanganyika [1], respectivement. Une augmentation soutenue des inscriptions dans les écoles à Beni (22 pour cent) et à Oicha (19 pour cent) après Ebola a également été constatée [2].

Conformément à l'approche d'alimentation scolaire à base de produits locaux, qui favorise le développement de chaînes d'approvisionnement inclusives et offre aux agriculteurs locaux un marché fiable, plus de 1 000 tonnes de farine de maïs et de haricots d'une valeur d'environ 1 million d'USD ont été achetées auprès de petits exploitants du Nord-Kivu et du Sud-Kivu au cours de l'année scolaire 2020-21.

Au cours de la deuxième période de fermeture des écoles provoquée par la COVID au début de l'année scolaire, le PAM a fourni aux enfants des rations à emporter, dans la mesure du possible. La disponibilité de rations à emporter, que les élèves récupéraient généralement en compagnie d'un parent, a apparemment encouragé à la fois leur retour à l'école à la reprise des cours et un intérêt plus marqué de la part des parents pour l'éducation de leurs enfants.

Les évaluations des partenaires de coopération concernant l'impact sur les enfants de la fermeture des écoles en raison de la pandémie ont fait état d'un isolement accru, les filles étant touchées de manière disproportionnée, notamment en raison des niveaux plus élevés de violence domestique pendant le confinement, ainsi que d'inégalités plus prononcées.

La dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), publiée en novembre, a également souligné un fort impact négatif sur la sécurité alimentaire, y compris dans les endroits où le PAM subvient aux repas scolaires.

Le PAM et ses partenaires, notamment l'UNICEF et la FAO, ont aidé à mobiliser un soutien technique et financier pour la réalisation des objectifs du gouvernement en matière d'éducation et de formation. Le PAM, par exemple, a soutenu l'élaboration d'une feuille de route triennale pour un programme national de repas scolaires et a organisé, en juin, une visite en Égypte de hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation pour les sensibiliser davantage à la valeur de l'alimentation scolaire et des autres filets de sécurité sociale.

Dans le cadre de l'activité 5, qui comprend des interventions visant à prévenir la malnutrition chronique, le PAM a aidé 5 600 enfants âgés de 6 à 23 mois (dont 56 pour cent de garçons et 44 pour cent de filles) et 7 800 femmes et filles enceintes ou allaitantes. Environ 21 500 personnes s'occupant d'enfants (dont 62 pour cent de femmes) ont également bénéficié de cette activité.

Dans le cadre de la programmation conjointe avec d'autres agences des Nations Unies, notamment l'UNICEF et la FAO, le PAM a intensifié ses efforts pour améliorer encore les synergies dans le domaine du renforcement de la résilience, grâce notamment au financement de l'Allemagne pour plusieurs projets au Nord-Kivu, et de la Norvège pour des initiatives au Tanganyika. Le financement de la Suisse, confirmé fin 2021, devait soutenir la troisième phase d'un projet de résilience au Sud-Kivu, à partir de

début 2022.

Le PAM a élargi la portée de ses communications relatives au changement social et comportemental (SBCC), notamment en les incorporant dans les interventions de transferts d'espèces et de résilience, dans le cadre d'une approche plus large visant à prévenir plus vigoureusement la malnutrition. Environ 82 000 personnes ont bénéficié de messages pertinents au cours de l'année.

Le PAM a continué d'apporter au Gouvernement une aide technique et financière aux niveaux national et provincial dans le domaine de la nutrition, notamment pour renforcer le Programme national de nutrition (PRONANUT) et le Programme national de lutte contre le SIDA (PNLS). Ce soutien a notamment permis de renforcer le système d'alerte précoce du PRONANUT, de contribuer à l'élaboration d'une stratégie nationale de nutrition et de valider l'analyse visant à « combler le déficit nutritionnel ».

Dans le cadre d'un nouveau Protocole d'Accord signé avec le PNLS, le PAM a fourni un appui technique et financier pour une évaluation nutritionnelle des populations séropositives en Ituri, ainsi que pour une étude de la sous-alimentation chez les patients sous traitement antirétroviral. Il a également organisé une formation de formateurs sur le conseil en évaluation nutritionnelle dans trois provinces de la région du Kasai : Lomami, Kasai-Central et Kasai-Oriental.

Les activités 4 et 5 ont enregistré des scores de marqueurs de genre et d'âge de 4 et 3, respectivement, ce qui démontre que le genre a été pleinement intégré dans leur mise en œuvre.

MARQUEURS DE GENRE ET D'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	
Fournir des repas scolaires nutritifs aux écoliers ciblés et soutenir la mise en œuvre du HGSFP	4
Soutenir les interventions de prévention de la malnutrition chronique, en particulier pour les personnes à risque	3

Effet Direct Stratégique 03 : D'ici à 2024, les moyens d'existence, la résilience, la cohésion sociale et la protection des petits exploitants et des acteurs des chaînes de valeur alimentaires s'améliorent et l'égalité des sexes progresse au sein de ces catégories de population.



358 000 bénéficiaires atteints par les **projets conjoints de résilience Kasais**, où la MONUSCO s'est retirée en 2021



Projets conjoints et pluriannuels de résilience étendus à la région des

FFA

Réhabilitation de **170 kilomètres** de routes de desserte, ce qui a permis de **distribuer 1,78 million d'USD aux bénéficiaires** par le biais de transferts d'espèces conditionnels



1 145 organisations d'agriculteurs ont bénéficié d'un **renforcement des capacités** en matière de gestion post-récolte, de compétences commerciales et de commercialisation collective

L'effet direct stratégique 3 est axé sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance et de la résilience des petits exploitants agricoles et des autres communautés vulnérables dans les zones exposées aux crises, notamment pour contribuer à atténuer l'impact des chocs et des facteurs de stress, y compris les phénomènes météorologiques extrêmes, la dégradation de l'environnement, la pénurie d'eau, les chocs de prix, les conflits et l'incertitude économique.

Son activité 6 est centrée sur une programmation intégrée visant à renforcer la résilience des acteurs de l'agroalimentaire et à faciliter l'accès à des moyens de subsistance adaptés au climat et à la nutrition, tout en favorisant la cohésion sociale et l'égalité entre les sexes. Elle vise à tirer parti de l'expertise de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en matière de production et de transformation agricoles et des prouesses du PAM dans les domaines de la logistique, de la commercialisation, de la prévention des pertes après récolte et de la qualité des aliments.

Le PAM a poursuivi la mise en œuvre de programmes de résilience pluriannuels dans l'est (provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika) et le nord-ouest (Nord-Ubangi et Sud-Ubangi) avec la FAO, l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population. Ceux-ci ont soutenu 358 000 personnes en 2021.

Le PAM et ses partenaires ont continué à mettre fortement l'accent sur l'aide aux femmes rurales, qui représentaient 58 pour cent des bénéficiaires de l'aide.

Ils ont élargi la portée géographique des activités de résilience pour inclure les provinces du Kasai (territoire de Kamonia) et du Kasai-Central (territoires de Luiza et Kananga), suite au retrait, dans cette partie du pays, de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation (MONUSCO). Des analyses intégrées du contexte ont été menées au niveau provincial, ainsi qu'une programmation des moyens de subsistance saisonniers au niveau du territoire et une planification participative au niveau communautaire.

L'inclusion des provinces du Kasai dans la programmation de la résilience du PAM reflète également les conclusions du suivi post-distribution dans la région. Ce suivi a révélé une insécurité alimentaire alarmante au niveau communautaire, causée par des chocs cycliques et structurels, notamment des conditions météorologiques extrêmes et des infrastructures physiques et sociales délabrées, ainsi que par une pauvreté endémique qui oblige de nombreuses familles à dépenser la majeure partie de leurs revenus limités en nourriture.

Le suivi post-distribution mené après la distribution de l'aide en espèces du PAM en décembre a montré que la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire « pauvre » a diminué, passant de 47 pour cent à 23 pour cent dans le Sud-Ubangi, et de 27 pour cent à 16 pour cent dans le Sud-Kivu. Cependant, le suivi a également conclu que les interventions de transferts d'espèces seraient plus utiles si elles étaient combinées avec des programmes sensibles à la nutrition et des améliorations infrastructurelles.

Alors que la plupart des fonds du PAM ont été affectés aux activités de réponse à la crise, l'effet direct stratégique 3 a reçu 176 pour cent de ses besoins financiers du plan fondé sur les besoins. Plus de 90 pour cent de ces ressources ont été enregistrées au cours du premier trimestre de l'année, ce qui est une bonne nouvelle.

Néanmoins, le renforcement de la résilience étant appelé à prendre de plus en plus d'importance au fur et à mesure que progresse le plan stratégique de pays pour 2021-2024, le PAM aura besoin de niveaux plus élevés de financement flexible s'il veut relever le défi. 2021 a connu un début prometteur, lorsque le financement des gouvernements norvégien et italien a permis d'étendre les activités de résilience à la région du Kasai, et que la Norvège et la Suède ont engagé des ressources pluriannuelles pour les travaux de renforcement de la résilience au Tanganyika.

La période couverte par le rapport a été marquée par une forte augmentation des arrivées de réfugiés en Nord et Sud-Ubangi, en provenance de la République centrafricaine (RCA), à la suite des violences post-électorales. Cela a ensuite conduit à un accord entre le PAM et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour inclure les réfugiés hors des camps dans les activités de résilience menées conjointement avec la FAO. Environ 7 900 réfugiés centrafricains ont bénéficié des activités de résilience en Ubangi au cours de l'année.

Le renforcement constant des capacités des petits exploitants agricoles par le PAM a contribué à améliorer la quantité et la qualité de leurs rendements et a permis, en 2021, la vente d'un total de 720 tonnes de leurs produits alimentaires.

Le PAM a travaillé avec pas moins de 1 145 organisations d'agriculteurs pour renforcer les connaissances en matière de gestion post-récolte, de commercialisation et d'autres compétences commerciales. Les résultats obtenus ont permis de réduire considérablement les pertes après récolte.

Dans le Nord-Kivu, le PAM a acheté, auprès de petits exploitants, 300 tonnes de produits pour son programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux. En conséquence, 22 800 ménages de la province ont enregistré une augmentation moyenne de 76 pour cent de leurs revenus, qui ont été consacrés aux frais de scolarité et aux soins de santé, entre autres.

L'augmentation des revenus ayant permis de réaliser d'importants progrès en matière de développement social, la cohésion communautaire et la prévention des conflits ont été renforcées.

Le PAM s'est efforcé d'améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés. Les programmes d'aide alimentaire contre biens communautaires ont permis, par exemple, de remettre en état les routes de desserte rurales, sur environ 170 kilomètres,

facilitant ainsi l'acheminement des produits vers les marchés.

Dans les enquêtes, les ménages du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ubangi ont salué l'amélioration de leurs moyens de subsistance. Plus de 80 pour cent des personnes interrogées ont déclaré que ces gains avaient également contribué à accroître la production agricole et la sensibilisation à l'environnement.

Plus de 1,7 million d'USD ont été distribués sous forme de transferts d'espèces à 8 800 personnes, afin de promouvoir la reforestation et de lutter contre la dégradation des terres cultivables.

Grâce au financement du Fonds central pour les interventions d'urgence des Nations Unies, 48 900 survivants vulnérables d'Ebola dans les territoires de Beni (Nord-Kivu) et de Bunia (Ituri), notamment des personnes déplacées, des chefs de famille handicapés et des personnes âgées, ont reçu une aide en espèces de juillet à octobre.

Compte tenu de l'impératif d'approches holistiques et intégrées du renforcement de la résilience, notamment du point de vue de la durabilité, des synergies ont été recherchées avec l'activité 4 (alimentation scolaire à partir de produits locaux) dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, et avec l'activité 5 (agriculture sensible à la nutrition). En conséquence, l'accès des petits exploitants aux marchés s'est amélioré et la fréquentation scolaire, en particulier celle des filles, a augmenté.

Dans le contexte fragile de la RDC, l'approche du PAM en matière de résilience a permis d'atteindre les objectifs du triple nexus. Le PAM a travaillé avec des acteurs sensibles aux conflits tels que Search for Common Ground, une ONG internationale, pour s'assurer que ses activités étaient fondées sur une bonne compréhension du paysage contextuel et permettaient un dialogue autour des principaux facteurs de conflit. Il s'agissait notamment de l'accès à la terre, des différences ethniques et du statut des réfugiés et des personnes déplacées dans les communautés d'accueil.

Des techniques innovantes, telles que l'utilisation de groupes de théâtre, ont permis d'identifier des solutions aux conflits en cours, renforçant ainsi l'engagement de la communauté dans la gestion de ces derniers. Au cours de l'année, le PAM a mis en place 122 comités d'alerte précoce et des plateformes de dialogue communautaire pour favoriser la cohésion sociale et la cohabitation pacifique.

Avec un score de 3 aux Marqueurs de Genre et d'Âge, les dimensions de genre ont été bien intégrées dans les activités du PAM. Au début de la mise en œuvre des activités dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, par exemple, le PAM, en collaboration avec l'UNICEF, a demandé aux partenaires de mener des analyses complètes pour s'assurer que les perspectives de genre avaient été correctement intégrées.

Reconnaissant que les inégalités entre les sexes limitaient l'accès des femmes et des filles à l'éducation, le PAM a donné la priorité à la mise en place de programmes d'alphabétisation de base à leur intention. Ainsi, environ 10 000 femmes ont suivi des cours d'alphabétisation fonctionnelle, dont 70 pour cent d'entre elles ont bénéficié d'un soutien supplémentaire sous forme d'activités génératrices de revenus pour renforcer leur esprit d'entreprise et leur indépendance économique.

56 000 autres femmes ont bénéficié de messages d'information sur la nutrition, la diversification des revenus, la planification familiale et les bonnes pratiques commerciales.

MARQUEURS DE GENRE ET D'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	
Soutenir l'accès équitable des petits exploitants agricoles et des acteurs de la chaîne de valeur aux opportunités, services et marchés de moyens de subsistance intelligents en matière de climat et de nutrition	3

Effet Direct Stratégique 04 : Les partenaires de l'action humanitaire et du développement ont accès à des services aériens fiables ainsi qu'à des services améliorés dans les domaines de la chaîne d'approvisionnement et autres pendant et après les conflits et les crises.



54 253 passagers et 958 tonnes de fret léger transportés pour le compte de 207 organisations



196 produits d'information publiés, dont 69 cartes détaillant l'accessibilité et d'autres informations logistiques générales



Transport de plus de 2 796 millions de marchandises pour le compte de 17 partenaires, y compris du matériel médical pour soutenir la réponse à la pandémie de COVID-19

L'effet direct stratégique 4 portes sur la fourniture par le PAM de services à l'ensemble de la communauté humanitaire.

À cette fin, le PAM s'est efforcé de combler les lacunes critiques afin d'assurer une prestation cohérente et efficace de l'aide. Les activités ont été conçues pour permettre aux partenaires, y compris le Gouvernement, de fournir des services essentiels aux populations vulnérables touchées par la crise.

L'effet direct stratégique 4 englobe trois activités : la fourniture de services aériens à la communauté humanitaire (activité 7) ; la mise à la disposition de cette communauté de plateformes humanitaires, telles que les services de coordination et d'information du Cluster Logistique (activité 8) ; et la satisfaction des demandes de services spécifiques émanant des partenaires humanitaires et de développement (activité 9).

Cet effet direct stratégique a reçu tout le financement requis dans le cadre du plan fondé sur les besoins, dont 71 pour cent se sont concrétisés au cours du premier trimestre de l'année, en grande partie grâce aux reports du précédent plan stratégique de pays provisoire (PSPP 2018-20). Par conséquent, certaines activités ont été sous-financées tout au long de l'année en raison de l'affectation des fonds. Le Cluster Logistique s'est appuyé uniquement sur les fonds transférés du PSPP pour fonctionner tout au long de l'année 2021. En raison de l'insuffisance des fonds à reporter en 2022, le service aérien humanitaire des Nations Unies a dû réduire la taille de sa flotte de neuf à six avions, supprimer des destinations dans la province du Kasai et interrompre la route entre Kinshasa et Goma, et à destination et en provenance de Kananga.

En raison d'un financement insuffisant, le service aérien humanitaire des Nations Unies géré par le PAM, qui, depuis 2008, permet aux travailleurs humanitaires, aux représentants des donateurs, aux diplomates et à d'autres personnes d'effectuer des voyages aériens sûrs et économiques à destination et en provenance de différents endroits du pays, a dû réduire sa flotte de neuf à six avions, supprimer les services entre Kinshasa et Goma, ainsi que la liaison avec Kananga dans la province du Kasai-Central et toutes les destinations dans la province du Kasai.

Au cours de l'année, le service aérien humanitaire des Nations Unies a desservi pas moins de 207 entités (dont 60 pour cent sont des ONG, 36 pour cent des agences des Nations Unies et les 4 pour cent restants des ministères/organismes gouvernementaux et des missions diplomatiques) avec des vols vers 50 destinations régulières et 27 destinations *ad hoc*, transportant 47 995 passagers et 797 tonnes de fret.

Le vol d'aide humanitaire de l'UE (anciennement le projet ECHO Flight), géré par le PAM/ service aérien humanitaire des Nations Unies, a transporté 6 258 passagers supplémentaires et 161 tonnes de fret.

Dans l'ensemble, le vol d'aide humanitaire de l'UE et le service aérien humanitaire des Nations Unies ont dépassé leurs objectifs de 2021 en matière de passagers et de fret de 7 pour cent et 16 pour cent, respectivement.

Le service aérien humanitaire des Nations Unies a effectué 83 évacuations médicales, y compris de patients atteints de la COVID-19, et 114 évacuations de sécurité, tandis que le vol d'aide humanitaire de l'UE en a effectué respectivement 17 et 30.

Le service aérien humanitaire des Nations Unies a permis l'accès humanitaire aux zones reculées en supervisant une flotte de 11 aéronefs (neuf avions et deux hélicoptères MI-8), dont deux gérés pour le compte de l'UE (un avion et un hélicoptère MI-8).

De nouvelles destinations ont été ajoutées au programme de vols en fonction des besoins des organisations répondant aux multiples crises humanitaires, notamment en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Ces ajouts comprenaient Mikenge, Minembwe, Bijombo, Kahondo, Mambasa, Fataki, Drodro et Walikale.

Une enquête du service aérien humanitaire des Nations Unies a montré un taux de satisfaction des utilisateurs de 91 pour cent [1].

Tout au long de l'année, le service aérien humanitaire des Nations Unies a permis l'accès à l'aide humanitaire et le déploiement de capacités de réponse rapide dans les zones touchées par la crise.

Par exemple, après l'éruption du volcan Nyiragongo au nord de Goma en mai, qui a déplacé plus de 400 000 personnes et interrompu le trafic aérien commercial à destination et en provenance de Goma et Bukavu, les vols du service aérien humanitaire des Nations Unies ont sillonné la région affectée et l'ont reliée au reste du pays.

Le service aérien humanitaire des Nations Unies a introduit des vols entre les villes de Sake au Nord-Kivu et Bukavu au Sud-Kivu, dont l'arrière-pays accueille un grand nombre de déplacés internes, ainsi qu'entre la RDC et l'Ouganda voisin.

Il a été particulièrement actif au nom de la communauté humanitaire pendant et immédiatement après les crises aiguës, notamment la période de surveillance qui a suivi une épidémie d'Ebola à la mi-2020 dans la province de l'Équateur (déclarée terminée en novembre de la même année) ; un afflux important de nouveaux réfugiés de la République centrafricaine vers le Nord-Ubangi et le Sud-Ubangi au début de l'année 2021 ; une résurgence d'Ebola au Nord-Kivu en octobre ; une reprise des violences interethniques brutales dans un camp de déplacés à Drodro, en Ituri, en novembre ; des épidémies fréquentes et souvent à grande échelle de rougeole et de choléra ; et, tout au long de l'année, la COVID-19.

Un facteur contribuant à l'extension du réseau du service aérien humanitaire des Nations Unies en RDC a été la réhabilitation, avec d'autres parties prenantes, d'un certain nombre de pistes d'atterrissage et d'aérodromes, notamment ceux de Mahagi (Ituri) et de Tshikapa (Kasai). Il est prévu de restaurer d'autres pistes d'atterrissage en 2022, ce qui devrait, entre autres, améliorer encore la sécurité du transport aérien dans le pays.

Le service aérien humanitaire des Nations Unies a dispensé une formation au personnel, en grande partie en ligne, dans les domaines de l'aviation de base, de la sécurité, de la gestion des risques, des compétences en matière de supervision et, ce qui est vital pour le déploiement des vaccins contre la COVID-19, de la logistique sous température dirigée.

En tant que chef de file du Cluster Logistique mondial, le PAM a soutenu la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire de la RDC pour 2021 en s'efforçant d'assurer une action intersectorielle coordonnée sur ses objectifs, notamment en cherchant à faciliter un approvisionnement régulier et ininterrompu de l'aide humanitaire par les organisations soutenues.

En vue de faciliter des réponses optimales aux crises, le Cluster Logistique a supervisé six plateformes de coordination et de partage d'informations aux niveaux national et sous-national. Soixante-treize partenaires les ont utilisés au cours de l'année. En outre, près de 200 produits d'information ont été partagés sur une page Web dédiée à la RDC.

En soutenant la réhabilitation des routes et autres infrastructures physiques par les partenaires, le Cluster a contribué à rétablir l'accès à des endroits auparavant difficiles d'accès.

Dans le cadre de la réponse à la COVID-19, il a permis le stockage de plus de 5 000 m³ de fret sanitaire pour cinq organisations, et facilité la circulation de 1 730 m³ de biens humanitaires pour trois autres.

Les services de transport multimodal, aérien et routier, ont été étendus pour permettre la livraison des articles liés à la COVID-19 dans les provinces de Kabinda et Kongo-Central, en réponse aux demandes des autorités locales et nationales.

Le Cluster Logistique a également contribué à renforcer les capacités de réponse d'urgence des partenaires grâce à une série de formations techniques.

En ce qui concerne les demandes des partenaires individuels pour la fourniture de services spécifiques dans les situations de crise (activité 9), le PAM a aidé, au cours de l'année, 17 d'entre eux, qui ont demandé un appui pour le transport, le stockage et la manutention des marchandises. Plus de 21 000 m² d'espace de stockage ont été mis à disposition sur huit entrepôts et 17 unités mobiles.

Au cours de l'année, le PAM a transporté plus de 2 796 m³ de marchandises pour des partenaires.

MARQUEURS DE GENRE ET D'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	
Fournir des services aériens humanitaires (UNHAS) à la communauté humanitaire en RDC	S/O
Fournir des plateformes humanitaires (services de coordination et d'information du cluster logistique) à la communauté humanitaire en RDC	S/O
Fournir des services à la demande aux partenaires humanitaires et de développement	S/O

Résultats transversaux

Progrès vers l'égalité entre les sexes

Amélioration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes parmi la population assistée par le PAM

Le PAM en RDC a utilisé les marqueurs de genre et d'âge pour évaluer sa contribution à l'égalité entre les sexes dans l'ensemble des programmes.

L'analyse des données du PAM ventilées par âge et par sexe a permis de mettre en lumière la nature de la corrélation entre l'insécurité alimentaire et le sexe du chef des ménages bénéficiaires, ainsi que l'importance des dimensions sexospécifiques de l'accès aux ressources et de la division du travail.

En RDC, le genre s'entrecroise avec l'ethnicité et l'identité, ce qui alimente souvent la discrimination à l'égard des femmes et des filles.

Les institutions gouvernementales et les décideurs politiques continuent régulièrement d'exclure largement les femmes et les filles de toute considération significative, limitant leur accès à la justice. Le Code de la famille perpétue la discrimination : par exemple, les épouses ne sont pas autorisées à posséder des biens ou à signer des documents officiels sans le consentement de leur mari.

Les femmes sont généralement plus pauvres que les hommes car elles sont légalement privées du droit de gérer les revenus qu'elles gagnent ou de posséder des biens.

Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par les conflits armés et la violence sexiste, et ont un accès limité aux soins de santé. La mortalité maternelle est élevée, tout comme la prévalence du VIH/SIDA chez les femmes, en particulier les victimes de viol.

Bien que les données de suivi post-distribution recueillies en novembre-décembre 2021 aient indiqué que les maris et les femmes avaient tendance à décider ensemble de l'utilisation de l'aide en nature et en espèces du PAM, des preuves anecdotiques suggèrent le contraire. En effet, les femmes du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika, interrogées dans le cadre d'une évaluation des risques de protection menée par le PAM, ont clairement indiqué que les décisions relatives à l'utilisation de l'argent liquide étaient principalement prises par les hommes.

Le PAM a continué de s'employer à accroître l'implication des femmes dans la prise de décisions et leur participation à ses initiatives, y compris celles qui visent à répondre aux situations d'urgence, à toutes les étapes du cycle de projet.

Étant donné que la division du travail au niveau des ménages et des communautés est systématiquement fondée sur le sexe, les activités de renforcement de la résilience du PAM ont également reconnu et privilégié les points de vue et les capacités des femmes, tant au stade de la planification que de la mise en œuvre. En général, le PAM les a également soutenues en leur offrant des cours d'alphabétisation et de calcul.

De même, ses activités nutritionnelles ont permis au PAM de mettre en œuvre une plateforme pour communiquer aux femmes et aux adolescentes, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population, des informations essentielles sur la santé sexuelle, reproductive et maternelle, et sur la manière d'accéder aux soins dans ces zones.

Un Responsable chargé des questions de Protection et de Genre a rejoint l'équipe du PAM en RDC au cours de l'année et devait superviser en 2022 une analyse de genre de son travail dans le pays, afin d'éclairer la programmation future.

Toujours en 2022, le PAM devait entreprendre une analyse par sexe et par âge pour évaluer l'impact du conflit et de l'exclusion ethnique sur les femmes. Cette analyse doit permettre, entre autres, d'élaborer des programmes mieux étayés et sensibles aux conflits, qui combattent les inégalités socioculturelles discriminatoires, élèvent les femmes dans l'économie et améliorent leur accès aux ressources de toutes sortes.

Un élargissement et un approfondissement des liens avec les organisations de femmes de la société civile et celles qui militent contre les violences sexistes étaient également prévus pour 2022.

Protection et redevabilité envers les populations affectées

Les populations affectées peuvent bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui garantit et promeut leur sécurité, leur dignité et leur intégrité. Les populations affectées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires responsables de la satisfaction de leurs besoins alimentaires d'une manière qui reflète leurs points de vue et leurs préférences

Les problèmes de protection se sont accentués en 2021 en raison d'une escalade alarmante de la violence déjà grave et généralisée dans l'est du pays, une violence communautaire, interethnique, politique et sexiste, souvent encouragée par des intérêts extérieurs, aggravée par des catastrophes naturelles et des urgences sanitaires à grande échelle comme Ebola et la COVID-19.

L'intensification du conflit a conduit à la proclamation en mai de l'« état de siège » en Ituri et au Nord-Kivu, impliquant une militarisation importante des structures de gouvernance des deux provinces, qui a ensuite été prolongé chaque mois jusqu'à la fin de l'année, et au-delà.

Pourtant, la violence a continué de croître en Ituri et au Nord-Kivu, ainsi qu'au Sud-Kivu, avec notamment d'horribles attaques contre des camps de déplacés internes qui ont fait des dizaines de victimes innocentes.

Cette recrudescence de la violence a rendu l'accès humanitaire à de nombreuses personnes dans le besoin encore plus difficile, voire impossible. En effet, au cours du second semestre de l'année, une grande partie du Nord-Kivu et de l'Ituri était inaccessible, ce qui a empêché l'acheminement d'une aide vitale et la réalisation d'évaluations des besoins et autres évaluations, ainsi que l'évaluation prévue des performances du PAM en matière de protection.

L'aggravation de l'insécurité dans l'est du pays s'est traduite par de nouveaux déplacements d'innocents, tant à l'intérieur du pays qu'au-delà de ses frontières.

Le conflit interethnique s'est étendu à toute la province du Tanganyika, et les rapatriés restent dans une situation instable. Les activités des groupes armés ont augmenté autour des zones minières. Les personnes déplacées d'origine Banthou se sont rassemblées dans des sites autour de Kalemie, tandis que la population Twa s'est retirée dans la brousse, nécessitant une aide humanitaire pour s'adapter. Le retrait de la mission de maintien de la paix du Tanganyika aura un impact sur la protection des civils et potentiellement sur l'accès humanitaire.

Au Kasai, bien que de nombreux déplacés internes soient revenus, certaines zones, Dibaya au Kasai-Central et Kamonia au Kasai, restent instables. L'accès à la terre et les tensions intercommunautaires restent des obstacles à la sécurisation.

Le PAM améliore en permanence son mécanisme de rétroaction communautaire (CFM). Il comprend divers canaux d'information, le service d'assistance aux partenaires, des boîtes à suggestions, la ligne d'assistance téléphonique pour les réclamations et les comités de réclamation communautaires. La hotline a reçu plus de 8 000 appels par mois, dont 1 000 plaintes et 500 demandes d'informations. Les cas sensibles sont transmis aux agents de protection du PAM et aux points focaux CFM, qui appellent le plaignant dans les 24 heures. Les rétroactions sont suivies, contrôlées et analysées.

Par endroits, des distances considérables pour accéder aux distributions inconditionnelles de denrées alimentaires, aux points de transfert d'espèces et aux sites de nutrition, ont été identifiées. Le transport de marchandises est un autre domaine dans lequel il sera de plus en plus important d'affiner la modalité d'aide.

Les abus de pouvoir et la taxation illégale par les autorités, les dirigeants communautaires, les groupes armés, la police et l'armée compromettent l'impact de l'aide du PAM et l'analyse du contexte continuera d'être essentielle à la planification. Cette analyse tient également compte des tensions entre les communautés de déplacés internes et les communautés d'accueil, et entre les différents groupes au sein d'une communauté, en raison des idées fausses sur l'approche de ciblage du PAM, principalement dans les activités de résilience et d'assistance inconditionnelle.

La discrimination et la marginalisation dans le ciblage ne sont pas tolérées et les mesures pour les éviter sont continuellement renforcées.

La violence sexiste, y compris l'exploitation et les abus sexuels, est largement répandue en RDC et, bien que les activités du PAM ne soient pas à l'abri de ce phénomène, l'organisation entreprend des actions préventives lorsque cela est possible. Les sites d'activité sont choisis en fonction des distances et des infrastructures pour éviter les atteintes physiques, le harcèlement et les blessures physiques.

Dans le Nord-Ubangi et le Nord-Kivu, plus d'hommes que de femmes ont déclaré avoir accès sans entrave aux activités du PAM, tandis que les hommes ont enregistré plus de difficultés d'accès au Kasai. L'inégalité entre les sexes limite la participation des femmes et des filles aux forums de prise de décision, et l'augmentation de la violence sexiste et des conflits armés entravent la mobilité des femmes et des filles, en particulier au Nord-Kivu.

Au Nord-Kivu, la perception par les populations affectées des activités du PAM comme dignes s'est améliorée grâce à une communication constante avec les communautés et les partenaires, à l'engagement avec des troupes de théâtre, à des émissions de radio, à des visites de sites et à une réactivité démontrée face aux plaintes et aux commentaires.

En 2021, le PAM a fait passer son équipe de protection de quatre à cinq agents internationaux. Le PAM prévoit de renforcer l'équipe en recrutant en 2022 des agents de protection nationaux ayant une bonne compréhension du contexte et des langues locales.

En 2021, 31 sessions de formation et de sensibilisation ont été organisées pour le personnel et les partenaires du PAM, concernant 466 femmes et 1 153 hommes. Le PAM a mené une évaluation de la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PSEA) pour étayer le plan d'action PSEA pour le bureau national, qui comprenait un budget dédié aux activités de sensibilisation.

Le PAM a mené sept évaluations des risques de protection sur les activités d'urgence dans le Nord-Kivu, l'Ituri, Kinshasa et Kalemie. Dix-huit missions de surveillance ont découlé des conclusions de ces évaluations, ce qui a permis d'améliorer la sécurité et l'accès des populations affectées. Les problèmes de sécurité lors de l'accès à l'aide, notamment dans les zones où l'insécurité a augmenté, ont été signalés moins fréquemment. Au Nord-Kivu, 99,3 pour cent des femmes et 98,8 pour cent des hommes n'ont signalé aucun incident. Ces résultats reflètent les expériences vécues au Tanganyika, au Nord-Ubangi et au Sud-Ubangi, au Haut-Kananga et au Kasai.

Les collègues du PAM chargés de la protection, du suivi et de l'évaluation de l'analyse de la vulnérabilité, et de l'analyse de la sécurité ont participé à un atelier international visant à identifier les méthodes permettant de renforcer l'analyse du contexte et le ciblage afin de maintenir une approche sensible aux conflits. Le PAM a intégré des analyses de conflits dans les activités de subsistance dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. À ce jour, trois analyses ont couvert le Nord-Kivu, le Rutshuru et le Nyiragongo. En 2021, le PAM s'est associé à des acteurs sensibles aux conflits pour soutenir la cohésion sociale par le biais d'activités de résilience.

Le PAM et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) promeuvent la planification familiale universelle et la santé reproductive au Nord-Kivu. Les trousseaux d'hygiène fournis par le PAM et l'UNFPA avec l'aide assistance alimentaire et l'initiative d'élimination des pratiques néfastes, qui engage les hommes et les garçons dans des conversations sur la violence sexiste et le mariage des enfants, ont fait progresser l'égalité entre les sexes.

Bien que les indicateurs de performance démontrant la redevabilité envers les populations affectées (AAP) aient été plus élevés en 2021 par rapport à 2020, ils restent faibles. Pour améliorer l'engagement communautaire, la consultation et la fourniture d'informations dans la province du Tanganyika, le PAM et Search for Common Ground ont créé des bannières, des messages radio et des jingles pour diffuser des informations utiles. Le PAM a été en contact avec 27 000 femmes et 17 000 hommes par le biais de son travail, de son mandat et de son approche de ciblage, de son mécanisme de retour d'information à la communauté et de ses messages sur la fraude, la protection contre l'exploitation et les abus sexuels. Une approche similaire a été adoptée au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Le PAM a élaboré un plan d'action d'engagement communautaire pour guider et financer les activités liées à la redevabilité envers les populations affectées en 2022.

Environnement

Les communautés ciblées bénéficient des programmes du PAM d'une manière qui ne nuit pas à l'environnement

La RDC est le pays le plus riche en biodiversité d'Afrique, détenant de vastes réserves minérales et la moitié des forêts et des ressources en eau du continent. Cependant, des décennies d'instabilité, de déforestation, d'appauvrissement des espèces, de pollution par les métaux lourds et de dégradation des sols ont mis à rude épreuve les ressources naturelles de la RDC.

Le changement climatique a mis en péril la production agricole à petite échelle en raccourcissant les saisons des pluies. Les communautés dépendantes des ressources naturelles, les individus pauvres et marginalisés, les groupes autochtones, tels que les Twa qui vivent de la forêt, et les femmes, qui représentent la majeure partie du secteur agricole, subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Le FIDA estime que 70 pour cent de la population congolaise active travaille dans l'agriculture.

Le PAM travaille avec ses partenaires pour intégrer les considérations environnementales dans les programmes et améliorer l'efficacité, promouvoir et adopter de bonnes pratiques pour conserver, protéger et valoriser les ressources naturelles, y compris les semences, et renforcer les mécanismes de gouvernance responsables et efficaces des écosystèmes basés sur des approches participatives.

En 2021, le PAM a appliqué des mesures de sauvegarde environnementale et sociale (ESS) dans les activités liées aux moyens de subsistance et à la résilience. Le PAM a passé en revue les risques environnementaux et sociaux pour un grand projet de résilience (BMZ/Allemagne), qui comprenait 12 accords de terrain (FLA) sur 53 (activité 6) [1].

Le PAM atténue les impacts négatifs des risques environnementaux et sociaux via les activités de résilience avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les activités ont favorisé le reboisement pour encourager un développement durable socialement équitable et respectueux de l'environnement. Cela a permis de lutter contre la dégradation des terres cultivables et de préserver les ressources naturelles.

Dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, le PAM et ses partenaires ont élaboré un plan de gestion des risques sociaux, environnementaux et sociaux adapté. Toutes les activités qui impliquaient la construction, comme les routes, les centres d'alphabétisation et les entrepôts, ont appliqué les mesures de sauvegarde environnementale et sociale. Les mesures de protection de l'environnement, telles que les conceptions de drainage chimique, ont minimisé l'impact sur les habitats naturels et les écosystèmes, et les consultations des communautés locales dans le cadre de la conception des infrastructures ont été conformes aux priorités du gouvernement national, des parties prenantes et du PAM.

La maison d'hôtes de Kananga comprend un système d'énergie solaire fournissant 90 kVA d'énergie renouvelable. Il permet d'économiser environ 40 000 litres de carburant de générateur par an, ce qui équivaut à 96 tonnes de CO₂ (100 vols de New York à Londres) et 40 000 d'USD en frais de fonctionnement. Le projet devrait être entièrement rentabilisé en sept ans et demi.

La FAO et le PAM ont mis en œuvre des activités « aide alimentaire contre biens communautaires », notamment le reboisement et la gestion des marécages, qui ont permis de lutter contre la dégradation des terres cultivables et de préserver les ressources naturelles. Grâce à l'assistance en espèces au Nord-Kivu, 775,5 ha ont été reboisés et entretenus par 885 ménages. Au Sud-Kivu, 217,7 ha d'arbres ont été plantés par 4 500 ménages. Dans le cadre des programmes « aide alimentaire contre biens communautaires » et d'alphabétisation, 3 850 femmes ont planté des plants d'arbres dans le Nord et le Sud-Ubangi. Les activités de gestion des marécages menées par la FAO et le PAM au Sud-Kivu ont permis d'améliorer les canaux de drainage des eaux afin de protéger et de drainer 15 ha de bassins versants.

En 2021, suite aux dialogues entre le gouvernement et les communautés, 1 145 organisations d'agriculteurs ont accédé à des terres pour renforcer les pratiques agricoles durables et la gouvernance efficace des écosystèmes.

En 2022, le PAM alignera le cadre de sauvegarde environnementale et sociale sur les directives institutionnelles globales du PAM et, dans la mesure des possibilités compte tenu de la capacité du bureau de pays, il appliquera l'outil de dépistage à d'autres activités programmatiques, notamment la nutrition, l'assistance alimentaire inconditionnelle et la programmation en milieu scolaire.

La résilience grâce à la fabrication de savon

Comment la fabrication de savon fait éclater la bulle du conflit

Le Programme Alimentaire Mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture permettent aux communautés d'acquérir des compétences en matière d'agriculture et de commerce

Aujourd'hui, je me sens en paix car ma vie évolue dans le bon sens. Je paie les frais de scolarité de mes enfants, je construis une nouvelle maison et mon commerce de savon est un succès, dit Germaine. Cette mère de huit enfants de 47 ans vit à Kabalo, dans la province du Tanganyika, en République démocratique du Congo, un pays de 105 millions d'habitants, dont plus de 27 millions ne savent pas d'où viendra leur prochain repas.

Germaine, qui a perdu son mari en 2018, cultive et fabrique du savon pour gagner sa vie dans le cadre d'une initiative de « résilience » menée par deux agences des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), dans les territoires de Kabalo et de Nyunzu, au Tanganyika.

Ces organisations soutiennent 103 500 familles, soit environ 517 500 personnes dans les provinces du Tanganyika, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu et du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi en RDC.

Le projet de résilience cible 18 000 ménages avec des interventions techniques, économiques et sociales combinées pour revitaliser les économies et les moyens de subsistance locaux. Cela représente environ 90 000 personnes, dont 40 pour cent sont des femmes.

La formation couvre l'alphabétisation, la gestion financière et, pour les femmes en particulier, les nouvelles activités génératrices de revenus.

L'objectif est de donner aux gens les compétences dont ils ont besoin pour prospérer, dans l'agriculture et le commerce, en travaillant en tant que collectif.

Ce que j'aime le plus, c'est la fabrication du savon, dit Germaine. Pour acheter les ingrédients nécessaires à la fabrication de 2 kg de savon, je dépense environ 30 000 CDF (15 USD) ; Je le vends normalement en deux jours pour 50 000 CDF (25 USD), ce qui me fait un bénéfice de 10 USD à chaque fois.

Rien qu'en 2020, le projet a aidé 800 femmes parmi les diplômées de la formation en alphabétisation à démarrer leurs activités telles que la fabrication de savon, la boulangerie et la restauration. Une formation aux compétences commerciales et à la comptabilité était également prévue, avec un kit de démarrage d'une valeur de 100 USD. Ceux qui ont choisi de se concentrer sur la fabrication de savon ont reçu sept sacs de 25 kg de soude caustique, 3 kg de colorant, 3 litres de parfum, deux tables, trois densimètres pour mesurer la densité des liquides, trois chaudières et trois trancheuses à savon.

Les cours d'alphabétisation et de calcul pour adultes de Germaine l'ont conduite à devenir la présidente de notre groupe d'épargne de cinq personnes. Elle raconte : Mon rôle est de faire du porte-à-porte auprès des membres et de collecter l'argent pour acheter les ingrédients pour fabriquer du savon. Je fixe également les dates de fabrication du savon.

Aujourd'hui, elle gère avec quatre autres femmes un atelier de fabrication de savon prospère et peut subvenir aux besoins de sa famille et payer les frais de scolarité de ses enfants.

Avec ses revenus, Germaine construit également une nouvelle maison pour sa famille et prévoit d'obtenir un plus grand terrain pour augmenter sa récolte de riz, d'arachides et de manioc.

Elle ajoute : J'espère que mes enfants recevront une meilleure éducation que moi et qu'ils auront une vie meilleure. Je suis convaincue que je peux y arriver grâce à mon travail.

En plus de stimuler la production alimentaire et d'injecter davantage de liquidités sur le marché local, le projet a également contribué à promouvoir la paix et la stabilité, car les communautés cultivent désormais ensemble et s'achètent et se vendent les unes aux autres.

Nous travaillons ensemble, il y a de la nourriture en abondance sur notre marché et il y a de l'argent à Kabalo, dit Germaine.

Grâce à l'essor de l'agriculture, le territoire approvisionne les communautés voisines en denrées alimentaires ainsi qu'en produits tels que le savon.

Beaucoup d'entre nous n'attendons plus de recevoir un salaire à la fin de chaque mois car nous gagnons de l'argent tout au long du mois grâce aux compétences que nous avons acquises, explique Germaine.

La nourriture n'est plus rare mais plutôt diversifiée ; on peut aller au marché et obtenir tout ce que l'on veut. Nous n'attendons plus

de recevoir du savon des autres régions voisines, comme Kongolo, car nous pouvons le fabriquer nous-mêmes.
Le programme de résilience en RDC est soutenu par l'Allemagne, la Suède, le Canada, la Norvège et l'Italie.

Notes relatives aux données

Aperçu

[1] Renforcement des capacités des bénéficiaires planifiés : lors de la planification des bénéficiaires dans le cadre du nouveau plan stratégique de pays (2021-24), ceux-ci ont été enregistrés sous un code différent dans le système principal du PAM. Ceci sera corrigé en 2022 lors de la révision du budget du plan fondé sur les besoins du PAM en RDC.

[2] Obstacles à la mise en œuvre des activités de prévention de la malnutrition : Les activités de prévention de la malnutrition n'ont pas pu être mises en œuvre comme prévu en raison d'un manque de financement et de difficultés logistiques, entre autres difficultés, expliquées dans les sections effet direct stratégique 1 et effet direct stratégique 2.

[3] Bénéficiaires visés en 2021 : Après la ratification du PSP pour 2021-24, l'analyse de l'IPC 19 (février 2021) a révélé une augmentation significative du nombre de Congolais en situation de crise ou d'urgence (phase 3 ou 4 de l'IPC) pour cause d'insécurité alimentaire aiguë. Les 5,2 millions supplémentaires en IPC3 ou plus par rapport à l'analyse précédente ont poussé le PAM en RDC à plaider pour des ressources supplémentaires afin d'aider 8,6 millions de personnes, au-delà des besoins initialement estimés. L'analyse ultérieure IPC 20 (novembre 2021) a reconfirmé des chiffres similaires et la nature à long terme des besoins, et pas seulement un pic temporaire. Par conséquent, en 2022, le PAM en RDC demandera une révision du budget pour refléter l'augmentation des besoins et la réponse généreuse des donateurs.

[4] Bénéficiaires visés pour la création d'actifs et de moyens subsistance : Dans le cadre de la création d'actifs et des moyens de subsistance, 111 900 bénéficiaires étaient prévus dans le cadre des transferts de denrées alimentaires. Cependant, sur la base des résultats des évaluations multisectorielles, la nouvelle stratégie de résilience du PAM en RDC ne prévoit pas d'utiliser la nourriture comme modalité de transfert, mais uniquement l'argent liquide. Cela facilitera les activités de soutien au marché pour les petits exploitants agricoles. Il convient de noter que les transferts de denrées alimentaires au titre de l'activité 6 sont également supprimés de la planification 2022 par une révision budgétaire à venir. La composante espèces de la création d'actifs et de moyens de subsistance a atteint 53 321 personnes contre 261 100 personnes prévues, pour de multiples raisons. Il s'agit notamment du coût élevé des activités de travail contre rémunération, de la réhabilitation des routes de desserte nécessitant des équipements de construction coûteux ; le nombre total de bénéficiaires est donc inférieur. En outre, les activités de renforcement des capacités étant prioritaires, les ressources disponibles pour les transferts d'espèces étaient limitées.

Contexte et Opérations

[1] Ces informations sont consolidées à partir des rapports de suivi du Cluster Protection d'août à décembre 2021 au Sud-Kivu, au Nord-Kivu, au Kasai, en Ituri et au Tanganyika. Les mêmes observations ont été faites dans les évaluations des risques de protection menées par le PAM au Nord-Kivu, en Ituri et au Tanganyika entre août et décembre 2021.

[2] RD Congo : Incidents sécuritaire affectant les humanitaires_ janvier à octobre 2021. <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/democratic-republic-congo/infographic/rd-congo-incidents-s%C3%A9curitaire-affectant-les-4>.

[3] Les attaques ou affrontements armés et les conflits fonciers et intercommunautaires sont les principales causes de déplacement interne avec près de 98 pour cent (FEWSNET, sept. 2021).

[4] Ce sont les garçons qui souffrent le plus de la malnutrition, qu'elle soit chronique ou sévère : 46 pour cent des garçons souffrent d'un retard de croissance modéré ou sévère contre 38 pour cent des filles. (Rapport de l'UNICEF, août 2021).

Aperçu Financier du PSP

[1] Les besoins de financement du plan de mise en œuvre dans la partie narrative diffèrent de ceux présentés dans le tableau en raison d'une augmentation des objectifs de bénéficiaires pour 2021, comme expliqué dans la section Aperçu.

Effet Direct Stratégique 01

[1] Le nombre de personnes classées en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC) a diminué, passant de 6,7 millions dans l'IPC 19 (février à juillet 2021) à 6,1 millions dans l'IPC 20 (septembre à décembre 2021).

[2] Les provinces ayant le pourcentage le plus élevé de populations en insécurité alimentaire aiguë élevée (phase 3 et plus de l'IPC) sont l'Ituri (52 pour cent), le Kasai (46 pour cent), le Kwango (42 pour cent), le Kasai-Central (40 pour cent) et le Tanganyika (39 pour cent). Ces provinces ont également la plus grande proportion de la population en classification d'urgence (Phase 4 de l'IPC).

[3] Une analyse IPC publiée en novembre 2021 estime que 860 000 enfants et 470 000 femmes enceintes ou allaitantes seront confrontés à la malnutrition aiguë en 2022. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_DRC_Acute_FoodInsec_Malnutrition_2021Sept2022Aug_Report_French.pdf.

[4] SCOPE est la plateforme de gestion des bénéficiaires et des transferts du PAM qui soutient le cycle d'intervention du programme du PAM du début à la fin. La plateforme SCOPE est une application Web utilisée pour l'enregistrement des bénéficiaires, la mise en place des interventions, la planification des distributions, les transferts et les rapports de distribution.

[5] Obstacles à la mise en œuvre des activités de prévention de la malnutrition : Les activités de prévention de la malnutrition sont restées sous-financées pendant la majeure partie de l'année, ce qui a eu un impact direct sur le nombre de bénéficiaires atteints.

[6] Distributions de denrées alimentaires - programmes nutritionnels : Le PAM en RDC a reçu d'énormes quantités de Supercéréales (CSB+) avec des dates de péremption très proches à certains moments en 2021. Cela a suscité des efforts pour trouver plus de bénéficiaires. Malheureusement, cela signifie également que certains bénéficiaires n'ont pas reçu la ration complète de

90 jours, car il y avait un excédent un mois et des quantités insuffisantes le mois suivant. Par conséquent, le nombre de bénéficiaires atteints est plus élevé mais certains n'ont reçu qu'une ration d'un mois.

[7] L'approche du PAM en matière de traitement et de prévention de la malnutrition en RDC : Le PAM, respectant le protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë, utilise des aliments de suppléments prêts à l'emploi qui sont nutritifs et spécialisés pour le traitement des enfants modérément malnutris (RUSF - Suppléments nutritionnels à base de lipides en grande portion), tandis que pour les femmes et filles enceintes ou allaitantes, les produits sélectionnés sont les Supercéréales et l'huile. Pour les enfants bénéficiant des activités de prévention, le PAM a distribué des suppléments nutritionnels à base de lipides en moyenne portion, ainsi que des Supercéréales et de l'huile pour les femmes et filles enceintes ou allaitantes.

[8] Considérations méthodologiques sur la prévention nutritionnelle : Le programme de prévention est mis en œuvre pendant les périodes de soudure de l'année : trois mois entre mars et mai, et également entre août et octobre. Lorsque la première cohorte démarre en mars, le programme ne peut cesser d'accepter de nouvelles admissions, ce qui a pour effet que tous les bénéficiaires ne reçoivent pas une ration complète de 90 jours. En 2021, l'arrivée tardive des denrées alimentaires et la nature généralement erratique des recettes alimentaires dans le pays ont encore compliqué la situation.

Effet Direct Stratégique 02

[1] Au Kasai-Oriental, l'augmentation de la scolarisation était plus élevée pour les filles : 15 pour cent. Au Tanganyika, l'augmentation était plus élevée pour les garçons : 21,7 pour cent.

[2] Données sur le taux de rétention : Le programme d'alimentation scolaire a également enregistré des données positives sur le taux de rétention en 2021. Au Kasai-Oriental, le taux de rétention était de 88 pour cent (89 pour cent pour les garçons et 88 pour cent pour les filles). Au Tanganyika, le taux de rétention était de 91 pour cent (91,5 pour cent pour les filles et 90,5 pour cent pour les garçons).

[3] Obstacles à la mise en œuvre des activités de prévention de la malnutrition : La composante transferts d'espèces de l'activité 5 pour les femmes enceintes ou allaitantes n'a pas pu être mise en œuvre en raison d'un manque de financement.

[4] Distributions de denrées alimentaires - programmes nutritionnels : Le PAM en RDC a reçu d'énormes quantités de Supercéréales (CSB+) avec des dates de péremption très proches à certains moments en 2021. Cela a suscité des efforts pour trouver plus de bénéficiaires. Malheureusement, cela signifie également que certains bénéficiaires n'ont pas reçu la ration complète de 90 jours, car il y avait un excédent un mois et des quantités insuffisantes le mois suivant. Par conséquent, le nombre de bénéficiaires atteints est plus élevé mais certains n'ont reçu qu'une ration d'un mois.

[5] Considérations méthodologiques sur la prévention nutritionnelle : Le programme de prévention est mis en œuvre pendant les périodes de soudure de l'année : trois mois entre mars et mai, et également entre août et octobre. Lorsque la première cohorte démarre en mars, le programme ne peut cesser d'accepter de nouvelles admissions, ce qui a pour effet que tous les bénéficiaires ne reçoivent pas une ration complète de 90 jours. En 2021, l'arrivée tardive des denrées alimentaires et la nature généralement erratique des recettes alimentaires dans le pays ont encore compliqué la situation.

[6] Alimentation scolaire - données relatives à la disponibilité des rations à emporter : Le PAM en RDC a distribué des rations à emporter non planifiées pour répondre à la période de fermeture des écoles pendant quelques mois de 2021, dans le cadre des mesures visant à freiner la pandémie de COVID-19.

Effet Direct Stratégique 03

[1] Renforcement des capacités des bénéficiaires planifiés : lors de la planification des bénéficiaires dans le cadre du nouveau plan stratégique de pays (2021-24), ceux-ci ont été enregistrés sous un code différent (FFW) dans le système principal du PAM. Ceci sera corrigé en 2022 lors de la révision du budget du plan fondé sur les besoins du PAM en RDC.

[2] Bénéficiaires visés pour la création d'actifs et de moyens de subsistance : Dans le cadre de la création d'actifs et des moyens de subsistance, 111 900 bénéficiaires étaient prévus dans le cadre des transferts de denrées alimentaires. Cependant, sur la base des résultats des évaluations multisectorielles, la nouvelle stratégie de résilience du PAM en RDC ne prévoit pas d'utiliser la nourriture comme modalité de transfert, mais uniquement l'argent liquide. Cela facilitera les activités de soutien aux marchés pour les petits exploitants agricoles. Il convient de noter que les transferts de denrées alimentaires au titre de l'activité 6 seront également supprimés de la planification 2022 par une révision budgétaire à venir. La composante espèces de la création d'actifs et des besoins de subsistance a atteint 53 321 personnes contre 261 100 personnes prévues, pour de multiples raisons. Il s'agit notamment du coût élevé des activités de travail contre rémunération, de la réhabilitation des routes de desserte nécessitant des équipements de construction coûteux ; le nombre total de bénéficiaires est donc inférieur. En outre, les activités de renforcement des capacités étant prioritaires, les ressources disponibles pour les transferts d'espèces étaient limitées.

Effet Direct Stratégique 04

[1] Une enquête a été menée en août 2021. Les utilisateurs ont répondu à la question « Quel est votre niveau de satisfaction à l'égard du service aérien humanitaire des Nations Unies ? ». 190 réponses ont été recueillies.

[2] Marqueurs de genre et d'âge : Comme le PAM n'avait pas de bénéficiaires directs pour les activités de l'effet direct stratégique 4, l'intégration du genre et de l'âge n'a pas été appliquée.

[3] Résultats de l'activité 7 : L'infographie et le tableau de données du service aérien humanitaire des Nations Unies incluent à la fois les résultats du service aérien humanitaire des Nations Unies et ceux du vol d'aide humanitaire de l'UE (anciennement le projet ECHO Flight).

Protection et redevabilité envers les populations affectées

[1] Considérations méthodologiques : Le CRF mondial guide la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes du PAM vers les objectifs identifiés dans le plan stratégique pour 2017-2021.

[2] Mécanisme de Rétroaction Communautaire (CFM) : Au bureau d'aide et de rétroaction des partenaires et aux comités de plaintes communautaires, la plupart des demandes sont également

opérationnelles (difficultés avec la carte SCOPE, perte du code PIN, problèmes de vérification, taille du ménage, entre autres) et sont généralement résolues immédiatement.

[3] Allégations relatives à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) et cas sensibles : Malheureusement, il n'est pas possible de donner un aperçu du volume de cas sensibles reçus à ce stade, car plusieurs cas font encore l'objet d'un suivi.

[4] Tableau de données sur la Protection et la Redevabilité envers les Populations Affectées : Le PAM n'a pas collecté l'indicateur relatif à la « Proportion d'activités où les commentaires/plaintes des bénéficiaires sont documentés, analysés et intégrés pour améliorer le programme » en 2021. Cet indicateur sera renforcé en 2022.

Environnement

[1] Le PAM n'a pas effectué cette analyse des risques environnementaux pour les autres activités, mais tentera d'intégrer cette exigence de manière plus systématique en 2022.

ANNEXE

Communication d'informations sur les bénéficiaires dans les rapports annuels de pays du PAM

Pour produire des estimations du nombre total de bénéficiaires uniques que le PAM a aidés chaque année, les données de toutes les activités et modalités de transfert doivent être ajustées pour éliminer les chevauchements et ajouter de nouveaux bénéficiaires. Cet exercice est basé sur la compréhension par le PAM du contexte local, des partenariats et des activités ; les totaux ajustés qui en résultent sont enregistrés dans COMET. Le processus de calcul de ces totaux ajustés suit les règles établies pendant la phase de planification des activités, ces règles peuvent être modifiées pour refléter les nouvelles informations qui émergent une fois que la mise en œuvre commence.

L'estimation finale du nombre de bénéficiaires aidés dans chaque pays est validée par les bureaux nationaux et saisie dans COMET à la fin de chaque année :


- le nombre total de bénéficiaires, qui est la somme de tous les bénéficiaires directs atteints dans le cadre de toutes les activités au niveau du pays, sur la base des totaux ajustés qui visent à éliminer les chevauchements ;
- le nombre total de bénéficiaires recevant des transferts alimentaires, des transferts d'espèces et des bons d'achats alimentaires, ou un renforcement des capacités, soit la somme de tous les bénéficiaires directs atteints dans le cadre des activités pour chacune de ces modalités de transfert, sur la base des estimations ajustées qui visent à éliminer les chevauchements ;
- le nombre total de bénéficiaires aidés par chaque domaine d'activité soit la somme de tous les bénéficiaires directs atteints dans les huit domaines de programme du PAM au niveau national ;
- le nombre d'écoliers aidés dans le cadre des programmes scolaires, soit la somme de tous les participants aidés dans le cadre des programmes scolaires, ajustée pour exclure les chevauchements et les soutiens d'activités tels que les enseignants et les cuisiniers.

Bien que le PAM procède à une assurance qualité pour fournir des données sur les bénéficiaires qui soient aussi précises que possible, de nombreux problèmes subsistent en ce qui concerne la collecte, la vérification, la saisie et le traitement des données. Les nombres de bénéficiaires figurant dans les ACR doivent être considérés comme les « meilleures estimations », susceptibles d'être sur-estimés ou sous-estimés.

Pour la période de déclaration de 2021, les données sur le handicap ont été collectées en utilisant diverses approches : la moyenne de 15 pour cent de prévalence mondiale du handicap de l'OMS, le comptage des personnes dans les activités individuelles ou la désagrégation des données des rapports de suivi postérieur à la distribution. Étant donné que le PAM ne disposait pas de directives normalisées avant 2020, ces méthodes ont varié en fonction des besoins, des capacités et de l'expérience des diverses activités et divers contextes opérationnels du PAM. À l'avenir, dans le cadre de la feuille de route 2020 pour l'inclusion du handicap, le PAM s'appuie sur des efforts continus pour intégrer et normaliser les méthodologies de collecte de données sur le handicap, en s'alignant sur les normes et les meilleures pratiques internationales.

Chiffres et Indicateurs

Contribution du PAM aux ODD

 ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable											
Objectif stratégique 1 du PAM : Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro						Contribution du PAM (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM)					
Indicateur ODD	Résultats nationaux					Indicateur lié aux ODD	Direct				Indirect
	Unité	Femmes	Hommes	Globalement	Année		Unité	Femmes	Hommes	Globalement	
Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans	%	38,2	45,6	41,8	2021	Nombre de personnes atteintes (par le PAM, ou par des gouvernements ou des partenaires avec le soutien du PAM) avec des programmes de prévention du retard de croissance	Numéro	11 034	2,517	13 551	
Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par type (sous-alimentation et surpoids)	% Sous-alimentation	5,8	7,1	6,5	2021	Nombre de personnes atteintes (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM) avec des interventions pour prévenir et traiter la malnutrition (malnutrition aiguë modérée)	Numéro	1 368 781	470 062	1 838 843	
Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, par sexe et statut d'autochtone	\$ AMÉRICAINS					Nombre de petits producteurs alimentaires touchés (par le PAM, ou par des gouvernements ou des partenaires avec l'appui du PAM) avec des interventions qui contribuent à l'amélioration des revenus	Numéro	207 377	151 287	358 664	

Bénéficiaires par sexe et groupe d'âge

Catégorie de bénéficiaires	Sexe	Prévu	Réel	% Réel vs. Prévu
Bénéficiaires totaux	Hommes	2 475 109	2 574 588	104 %
	Femmes	3 115 951	3 737 218	120 %
	Total	5 591 060	6 311 806	113 %
Par groupe d'âge				
0-23 mois	Hommes	584 996	455 172	78 %
	Femmes	629 068	574 167	91 %
	Total	1 214 064	1 029 339	85 %
24-59 mois	Hommes	446.128	402 839	90 %

	Femmes	446.128	500 392	112 %
	Total	892.256	903.231	101 %
Catégorie de bénéficiaires	Sexe	Prévu	Réel	% Réel vs. Prévu
5-11 ans	Hommes	448 599	508 883	113 %
	Femmes	389 947	506 312	130 %
	Total	838 546	1 015 195	121 %
12-17 ans	Hommes	210 198	362 174	172 %
	Femmes	422 269	521 566	124 %
	Total	632 467	883.740	140 %
18-59 ans	Hommes	697 435	639 157	92%
	Femmes	1 007 807	1 423 780	141 %
	Total	1 705 242	2 062 937	121 %
Plus de 60 ans	Hommes	87,753	206 363	235 %
	Femmes	220 732	211 001	96%
	Total	308 485	417 364	135 %

Bénéficiaires par Statut de Résidence

Statut de résidence	Prévu	Réel	% Réel vs. Prévu
Résident	3 793 060	4 588 684	121 %
Réfugié	58 000	179 255	309 %
Rapatrié	580 000	366 277	63 %
PDI	1 160 000	1 177 770	102 %

Bénéficiaires par Domaine d'Activité

Domaine d'Activité	Prévu	Réel	% Réel vs. Prévu
Création d'actifs et moyens de subsistance	373.000	53 321	14 %
Prévention de la malnutrition	951.938	666 853	70 %
Programmes scolaires	213 000	226 648	106 %
Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants	0	187 220	-
Traitement de la malnutrition	1 113 930	1 191 372	106 %
Transfert de ressources inconditionnel	2 939 192	4 037 575	137 %

Transfert annuel de denrées alimentaires

Denrées	Distribution prévue (tonnes)	Distribution réelle (tonnes)	% Réel vs. Prévu
Tout le monde a accès à la nourriture			
Effet direct stratégique : Effet direct stratégique 01			
Haricots	16 333	6 908	42 %
Mélange maïs-soja	29 452	10 313	35 %
Biscuits haute énergie	150	68	45 %

Sel iodé	681	475	70 %
LNS	0	1.854	-
Denrées	Distribution prévue (tonnes)	Distribution réelle (tonnes)	% Réel vs. Prévu
Farine de maïs	54 445	49 914	92%
Petits pois	0	446	-
Complément alimentaire prêt à l'emploi	9.243	2 761	30 %
Riz	0	206	-
Pois cassés	0	7 583	-
Sucre	72	8	12 %
Huile végétale	7 029	4 880	69 %
Effet direct stratégique : Effet direct stratégique 02			
Haricots	1 447	636	44 %
Mélange maïs-soja	3 089	178	6 %
Sel iodé	234	77	33 %
LNS	0	24	-
Farine de maïs	5 751	948	16 %
Petits pois	0	1	-
Complément alimentaire prêt à l'emploi	505	0	0 %
Riz	0	1 751	-
Pois cassés	0	131	-
Huile végétale	787	132	17 %
Les petits exploitants ont amélioré la sécurité alimentaire et la nutrition			
Effet direct stratégique : Effet direct stratégique 03			
Haricots	886	0	0 %
Sel iodé	37	0	0 %
Farine de maïs	2 954	0	0 %
Huile végétale	222	0	0 %

Transfert annuel d'espèces et de bons d'achats alimentaires

Modalité	Distribution Planifiée (CBT)	Répartition réelle (CBT)	% Réel vs. Prévu
Tout le monde a accès à la nourriture			
Espèces	73.791.990	70.999.993	96%
Espèces	1 248 000	0	0 %
Les petits exploitants ont amélioré la sécurité alimentaire et la nutrition			
Espèces	6.548.388	4 204 581	64 %

Produits Escomptés et Effets Directs Stratégiques

Effet direct stratégique 01 : Quel que soit leur groupe ethnique, les hommes, les femmes, les garçons et les filles touchés par un conflit ou une crise sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels tout au long de l'année.				Réponse aux crises	
Produit Escompté					
Activité 01 : Fournir aux populations touchées par les conflits et les crises une assistance en matière de besoins essentiels soucieuse de l'équité entre les sexes et tenant compte de la nutrition, par le biais d'une assistance directe et d'une coordination inter-institutions renforcée					
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts monétaires	Tout	Distribution générale	Femmes	682 080	758 804
			Hommes	709 920	648 993
			Total	1 392 000	1 407 797
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Supporters d'activité	Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes	0	5 575
			Hommes	0	256
			Total	0	5 831
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Tout	Distribution générale	Femmes	738 920	1 379 581
			Hommes	769 080	1 243 196
			Total	1 508 000	2 622 777
A.2 : Transferts alimentaires			MT	75 475	69 426
R.3 : Transferts en espèces			\$ AMÉRICAINS	73.791.990	70.999.993
Activité 02 : Traiter la malnutrition aiguë modérée parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC					
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Clients ART	VIH/TB Soins & traitement ;	Femmes	25 365	2 397
			Hommes	24 372	2 303
			Total	49 737	4 700
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Supporters d'activité	Distribution générale	Femmes	39 192	0
			Total	39 192	0
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Enfants	Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes	401.340	363 406
			Hommes	401.340	299 744
			Total	802 680	663 150
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Clients de la PTME	VIH/TB Soins & traitement ;	Femmes	23 495	0
			Total	23 495	0
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Femmes enceintes et allaitantes	Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes	212 152	517 691
			Total	212 152	517 691
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Clients du traitement de la tuberculose	VIH/TB Soins & traitement ;	Femmes	13 191	0
			Hommes	12 675	0
			Total	25 866	0
A.2 : Transferts alimentaires			MT	18 815	10 867
Activité 03 : Prévenir la malnutrition aiguë parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC					
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Enfants	Prévention de la malnutrition aiguë	Femmes	250 846	206 184
			Hommes	241 008	168 015
			Total	491 854	374 199
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Femmes enceintes et allaitantes	Prévention de la malnutrition aiguë	Femmes	356 084	279 103
			Total	356 084	279 103
A.2 : Transferts alimentaires			Tonnes	23 115	5 122

Output Résulta				
Activity 01 : Provide gender-equitable and nutrition-sensitive essential needs assistance to conflict- and crisis-affected populations through direct assistance and enhanced inter-agency coordination				
Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
A : Les populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par les conflits et les crises reçoivent en temps voulu une aide alimentaire adéquate et nutritive pour répondre à leurs besoins de base et promouvoir la cohésion sociale et l'atténuation des conflits				
Distribution générale				
R.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.21 : Nombre de sites de réfugiés/IDP assistés	Site	37	39
R.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.27 : Nombre de villages assistés	Village	1 408	645
R.8 : Nombre de rations fournies	A.8.1 : Nombre de rations fournies	Ration	301 140 450	315 235 051
C : Les populations touchées par les conflits et les crises bénéficient des capacités renforcées du gouvernement et des partenaires pour prévoir et se préparer aux urgences				
Distribution générale				
C.4* : Nombre de personnes engagées dans des initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.4*.1 : Nombre de membres du personnel du gouvernement/partenaire national bénéficiant d'une assistance technique et d'une formation	Individuel	511	604
C.5* : Nombre d'initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.5*.2 : Nombre de formations/ateliers organisés	Session de formation	3	4
E* : Les populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par les conflits et les crises reçoivent en temps voulu une aide alimentaire adéquate et nutritive pour répondre à leurs besoins de base et promouvoir la cohésion sociale et l'atténuation des conflits				
Distribution générale				
E*.4 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC	E*.4.1 : Nombre de personnes touchées par les approches interpersonnelles de CCSC (hommes)	Numéro	160 398	216 115
E*.4 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC	E*.4.2 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC (femmes)	Numéro	312 398	312 507
Activité 02 : Traiter la malnutrition aiguë modérée parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC				
Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
A : Les populations ciblées, y compris les enfants de 6 à 59 mois, les PLW/G et les clients ART/TB-DOTS, reçoivent un ensemble nutritionnel complet comprenant des aliments nutritifs spécialisés pour traiter la malnutrition aiguë modérée.				
Traitement de la malnutrition aiguë modérée				
R.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	R.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	Centre de santé	930	1 337
R.8 : Nombre de rations fournies	R.8 : Nombre de rations fournies	Ration	98 665 800	77 877 977
B : Les populations ciblées, y compris les enfants de 6 à 59 mois, les PLW/G et les clients ART/TB-DOTS, reçoivent un ensemble nutritionnel complet comprenant des aliments nutritifs spécialisés pour traiter la malnutrition aiguë modérée.				
Traitement de la malnutrition aiguë modérée				
B.1 : Quantité de denrées alimentaires enrichies fournies	B.1.1 : Quantité de denrées alimentaires enrichies fournies	Tonnes	1 264,58	749
B.2 : Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis	B.2.1 : Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis	Tonnes	17 344,35	10 304
C : Les populations touchées par les conflits et les crises bénéficient des capacités renforcées du gouvernement et des partenaires pour traiter la malnutrition aiguë				
Traitement de la malnutrition aiguë modérée				
C.4* : Nombre de personnes engagées dans des initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.4*.1 : Nombre de membres du personnel du gouvernement/partenaire national bénéficiant d'une assistance technique et d'une formation	Individuel	155	157

C.5* : Nombre d'initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.5*.2 : Nombre de formations/ateliers organisés	Session de formation	3	3
Activité 03 : Prévenir la malnutrition aiguë parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC				
Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
A : Les populations vulnérables, y compris les enfants de 6 à 23 mois et les PLW/G, reçoivent un ensemble complet de nutrition, y compris des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition aiguë				
Prévention de la malnutrition aiguë				
R.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.10 : Nombre de centres/sites de santé assistés	Centres de santé	554	815
R.8 : Nombre de rations fournies	A.8.1 : Nombre de rations fournies	Ration	156 228 840	44 460 564
B : Les populations vulnérables, y compris les enfants de 6 à 23 mois et les PLW/G, reçoivent un ensemble complet de nutrition, y compris des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir la malnutrition aiguë				
Prévention de la malnutrition aiguë				
B.1 : Quantité de denrées alimentaires enrichies fournies	B.1.1 : Quantité de denrées alimentaires enrichies fournies	Tonnes	1 692,38	318
B.2 : Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis	B.2.1 : Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis	Tonnes	21 350,47	4 870
C : Les populations touchées par les conflits et les crises bénéficient des capacités renforcées du gouvernement et des partenaires pour prévenir la malnutrition aiguë				
Prévention de la malnutrition aiguë				
C.4* : Nombre de personnes engagées dans des initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.4*.1 : Nombre de membres du personnel du gouvernement/partenaire national bénéficiant d'une assistance technique et d'une formation	Individuel	235	246
C.5* : Nombre d'initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.5*.2 : Nombre de formations/ateliers organisés	Session de formation	2	2

Produits Escomptés								
Activité 01 : Fournir aux populations touchées par les conflits et les crises une assistance en matière de besoins essentiels soucieuse de l'équité entre les sexes et tenant compte de la nutrition, par le biais d'une assistance directe et d'une coordination inter-institutions renforcée								
Indicateur	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Cible 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : Renforcement des capacités - Sous-capacité : Distribution générale								
Nombre de politiques, de programmes et d'éléments du système national de sécurité alimentaire et de nutrition améliorés grâce au renforcement des capacités du PAM (nouveau)	Globalement	0	=4	=1	1			PAM suivi du programme
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Ituri - Modalité : Cash- Sous-activité : Distribution générale								
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	26,5	<26,53	<26,53	13,7			PAM suivi du programme
	Hommes	25,8	<25,8	<25,8	14,9			
	globalement	26,2	<26,15	<26,15	14,39			

Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Kasai - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale							
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	24,84	<24,84	<24,84	16,34		PAM suivi du programme
	Hommes	23,8	<23,8	<23,8	15,17		
	globalement	24,06	<24,06	<24,06	15,73		
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale							
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	22,4	<22,4	<22,4	10,4		PAM suivi du programme
	Hommes	21,8	<21,8	<21,8	10,5		
	globalement	22	<22	<22	10,5		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	7,6	>7,6	>7,6	33,7		PAM suivi du programme
	Hommes	5,1	>5,1	>5,1	29,7		
	globalement	5,9	>5,9	>5,9	30,9		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	21,8	<21,8	<21,8	44,3		PAM suivi du programme
	Hommes	22,7	<22,7	<22,7	46,4		
	globalement	22,4	<22,4	<22,4	45,7		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	70,6	<70,6	<70,6	22		PAM suivi du programme
	Hommes	72,2	<72,2	<72,2	24		
	globalement	71,6	<71,6	<71,6	23,4		
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Tanganyika - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale							
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	12,5	<12,5	<12,5	15,32		PAM suivi du programme
	Hommes	13,42	<13,42	<13,42	18,36		
	globalement	12,95	<12,95	<12,95	17,11		
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés- Localisation : Kasai Central - Modalité : Cash- Sous-activité : Distribution générale							
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	16,71	<16,71	<16,71	20,38		PAM suivi du programme
	Hommes	25,06	<25,06	<25,06	19,51		
	globalement	17,89	<17,89	<17,89	20,18		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	4,7	>4,7	>4,7	39,9		PAM suivi du programme
	Hommes	9,5	>9,5	>9,5	45,9		
	globalement	5,4	>5,4	>5,4	14,3		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	19,4	<19,4	<19,4	39,2		PAM suivi du programme
	Hommes	15,9	<15,9	<15,9	42,3		
	globalement	18,9	<18,9	<18,9	13,9		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	75,9	<75,9	<75,9	46,9		PAM suivi du programme
	Hommes	74,6	<74,6	<74,6	42,3		
	globalement	75,7	<75,7	<75,7	40,6		
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale							
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	9,5	>9,5	>9,5	13,7		PAM suivi du programme
	Hommes	10,9	>10,9	>10,9	7,9		
	globalement	10,1	>10,1	>10,1	11,2		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	24,8	<24,8	<24,8	29,6		PAM suivi du programme
	Hommes	17,9	<17,9	<17,9	28,7		
	globalement	21	<21,9	<21,9	29,2		
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	65,7	<65,7	<65,7	56,7		PAM suivi du programme
	Hommes	71,1	<71,1	<71,1	63,5		
	globalement	68	<68	<68	59,6		
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés/TCC - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale							

Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	15,9	<15,9	<15,9	14,8	PAM suivi du programme
	Hommes	15,5	<15,5	<15,5	12,5	
	globalement	15,8	<15,8	<15,8	13,8	
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés- Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale						
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	3,8	>3,8	>3,8	10	PAM suivi du programme
	Hommes	5,9	>5,9	>5,9	14,8	
	globalement	5	>5	>5	13	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	32,5	<32,5	<32,5	53,3	PAM suivi du programme
	Hommes	32	<32	<32	60,4	
	globalement	32,2	<32,2	<32,2	57,8	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	63,7	<63,7	<63,7	36,7	PAM suivi du programme
	Hommes	62,1	<62,1	<62,1	24,8	
	globalement	62,8	<62,8	<62,8	29,3	
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale						
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	16,96	<16,96	<16,96	16,8	PAM suivi du programme
	Hommes	15,97	<15,97	<15,97	14,7	
	globalement	16,55	<16,55	<16,55	15,9	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	5,4	>5,4	>5,4	5,9	PAM suivi du programme
	Hommes	3	>3	>3	3,3	
	globalement	4,4	>4,4	>4,4	4,8	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	14,1	<14,1	<14,1	21,4	PAM suivi du programme
	Hommes	11,6	<11,6	<11,6	21,5	
	globalement	13,1	<13,1	<13,1	21,5	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	80,4	<80,4	<80,4	72,7	PAM suivi du programme
	Hommes	85,4	<85,4	<85,4	75,1	
	globalement	82,5	<82,5	<82,5	73,8	
Groupe cible : Déplacés/Rapatriés/Résidents - Localisation : Ituri - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	14	>14	>14	38,5	PAM suivi du programme
	Hommes	15,8	>15,8	>15,8	38,9	
	globalement	15	>15	>15	38,7	
Groupe cible : Déplacés/Rapatriés/Résidents - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Cash- Sous-activité : Distribution générale						
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	2	>2	>2	1,9	PAM suivi du programme
	Hommes	5,7	>5,7	>5,7	2,6	
	globalement	4,3	>4,3	>4,3	2,4	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	19,7	<19,7	<19,7	36,8	PAM suivi du programme
	Hommes	31,6	<31,6	<31,6	37,2	
	globalement	27,1	<27	<27,1	37,1	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	78,2	<78,2	<78,2	61,3	PAM suivi du programme
	Hommes	62,7	<62,7	<62,7	60,2	
	globalement	68,5	<68,5	<68,5	60,5	
Groupe cible : Déplacés/Rapatriés/Résidents - Localisation : Kasai - Modalité : Cash- Sous-activité : Distribution générale						
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	10,3	>10,3	>10,3	11,1	PAM suivi du programme
	Hommes	5,2	>5,2	>5,2	3,9	
	globalement	6,4	>6,4	>6,4	7,4	
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Ituri - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						

Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	4,1	>4,1	>4,1	4	PAM suivi du programme
	Hommes	3,4	>3,4	>3,4	6,5	
	globalement	3,8	>3,8	>3,8	5,3	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	37,4	<37,4	<37,4	55,2	PAM suivi du programme
	Hommes	48,3	<48,3	<48,3	57,5	
	globalement	43	<43	<43	56,3	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	58,4	<58,4	<58,4	40,8	PAM suivi du programme
	Hommes	48,3	<48,3	<48,3	36	
	globalement	53,2	<53,2	<53,2	38,4	
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Nord Ubangi - Modalité : Cash- Sous-activité : Distribution générale						
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	12,33	<12,33	<12,33	7,17	PAM suivi du programme
	Hommes	12,3	<12,03	<12,3	7,62	
	globalement	12,13	<12,13	<12,13	7,47	
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	9,1	>9,1	>9,1	12,9	PAM suivi du programme
	Hommes	9,8	>9,8	>9,8	10,4	
	globalement	9,6	>9,6	>9,6	11,3	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	41,7	>41,7	>41,7	34,1	PAM suivi du programme
	Hommes	39,9	>39,9	>39,9	44,7	
	globalement	40,4	>40,4	>40,4	41,1	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	21,2	<21,2	<21,2	47,1	PAM suivi du programme
	Hommes	26,4	<26,4	<26,4	39,3	
	globalement	24,8	<24,8	<24,8	41,9	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	37,1	<37,1	<37,1	18,8	PAM suivi du programme
	Hommes	33,7	<3,7	<33,7	16	
	globalement	34,8	<34,8	<34,8	17	
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Sud Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	21,94	<21,94	<21,94	25,11	PAM suivi du programme
	Hommes	20,38	<20,38	<20,38	22,16	
	globalement	21,9	<21,9	<21,9	23,44	
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	19,8	>19,8	>19,8	21	PAM suivi du programme
	Hommes	26,1	>26,1	>26,1	23,5	
	globalement	23,2	>23,2	>23,2	22,4	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	5,2	>5,2	>5,2	11,5	PAM suivi du programme
	Hommes	9,6	>9,6	>9,6	12	
	globalement	7,6	>7,6	>7,6	11,8	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	34,7	<34,7	<34,7	41,6	PAM suivi du programme
	Hommes	44,7	<44,7	<44,7	45,2	
	globalement	40,2	<40,2	<40,2	43,6	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	60,1	<60,1	<60,1	46,9	PAM suivi du programme
	Hommes	45,7	<45,7	<45,7	42,8	
	globalement	52,2	<52,2	<52,2	44,6	
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Sud Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						

Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	14,37	<14,37	<14,37	11,72	PAM suivi du programme
	Hommes	13,6	<13,65	<13,65	11,23	
	globalement	14,04	<14,04	<14,04	11,5	
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	4,4	>4,4	>4,4	0,5	PAM suivi du programme
	Hommes	8,6	>8,6	>8,6	6	
	globalement	6,3	>6,3	>6,3	2,9	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	26,6	>26,6	>26,6	20,6	PAM suivi du programme
	Hommes	34,9	>34,9	>34,9	16,3	
	globalement	30,4	>30,4	>30,4	18,7	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	57,1	<57,1	<57,1	37,8	PAM suivi du programme
	Hommes	48,1	<48	<48	41,6	
	globalement	52,9	<52,9	<52,9	39,5	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	16,3	<16,3	<16,3	41,6	PAM suivi du programme
	Hommes	17,1	<17,1	<17,1	42,2	
	globalement	16,7	<16,7	<16,7	41,9	
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Ituri - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	13,95	<13,95	<13,95	11,26	PAM suivi du programme
	Hommes	13,08	<13,08	<13,08	10,54	
	globalement	13,5	<13,5	<13,5	10,91	
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	4,3	>4,3	>4,3	21,4	PAM suivi du programme
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	12,37	<12,37	<12,37	10,93	PAM suivi du programme
	Hommes	12,7	<12,7	<12,7	10,99	
	globalement	12,58	<12,58	<12,58	10,98	
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	25,9	>25,9	>25,9	41,5	PAM suivi du programme
	Hommes	30,7	>30,7	>30,7	32,7	
	globalement	28,9	>28,9	>28,9	35,2	
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Kasai Central - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	13,6	>13,6	>13,6	59,3	PAM suivi du programme
	Hommes	15,9	>15,9	>15,9	46,4	
	globalement	14	>14	>14	56,5	
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	12,9	>12,9	>12,9	10	PAM suivi du programme
	Hommes	21,5	>21,5	>21,5	10,4	
	globalement	14,7	>14,7	>14,7	10,3	
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale						
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	15,09	<15,09	<15,09	16,7	PAM suivi du programme
	Hommes	15,04	<15,04	<15,04	14,9	
	globalement	15,05	<15,05	<15,05	15,5	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	2,8	>20,3	>2,8	59,3	PAM suivi du programme
	Hommes	2,5	>2,5	>2,5	66,5	
	globalement	2,7	>2,7	>2,7	64,3	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	20,2	<20,2	<20,2	35	PAM suivi du programme
	Hommes	20,8	<20,8	<20,8	29,1	
	globalement	20,3	<2,8	<20,3	30,9	

Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	77	<77	<77	5,7	PAM suivi du programme
	Hommes	76,7	<76,7	<76,7	4,4	
	globalement	76,9	<2,5	<76,9	4,8	
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Tanganyika - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Capacité économique de répondre aux besoins essentiels (nouveau)	Femmes	36,9	>36,9	>36,9	45,5	PAM suivi du programme
	Hommes	35,5	>35,5	>35,5	42,5	
	globalement	36,2	>36,2	>36,2	43,8	
Groupe cible : Résidents/Rapatriés/Déplacés - Location : Ituri - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	7,1	>7,1	>7,1	13,7	PAM suivi du programme
	Hommes	5,5	>5,5	>5,5	20,9	
	globalement	6,3	>6,3	>6,3	17,8	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	54,9	<54,9	<54,9	73,6	PAM suivi du programme
	Hommes	57	<57	<57	68,2	
	globalement	56	<56	<56	70,5	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	38	<38	<38	12,9	PAM suivi du programme
	Hommes	37,5	<37,5	<37,5	10,9	
	globalement	37,8	<37,8	<37,8	11,6	
Groupe cible : Rapatriés/Déplacés/Résidents - Localisation : Kasai - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	20,6	>20,6	>20,6	31,6	PAM suivi du programme
	Hommes	25,6	>25,6	>25,6	27,6	
	globalement	25,1	>25,1	>25,1	29,5	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	32,4	<32,4	<32,4	27,4	PAM suivi du programme
	Hommes	45,5	<45,5	<45,5	35,4	
	globalement	44,2	<44,2	<44,2	31,6	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	47,1	<47,1	<47,1	41	PAM suivi du programme
	Hommes	28,8	<28,8	<28,8	37	
	globalement	30,6	<30,6	<30,6	38,9	
Groupe cible : Rapatriés/Déplacés/Résidents - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale						
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	12,52	<12,52	<12,52	14,51	PAM suivi du programme
	Hommes	14,45	<14,45	<14,45	18,48	
	globalement	13,61	<13,61	<13,61	17	
Groupe cible : Rapatriés/Déplacés/Résidents/Espèces - Localisation : Tanganyika - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale						
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	3,4	>3,4	>3,4	6,9	PAM suivi du programme
	Hommes	5,9	>5,9	>5,9	8,2	
	globalement	4,9	>4,9	>4,9	7,7	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	19,9	<19,9	<19,9	42,8	PAM suivi du programme
	Hommes	32,5	<32,5	<32,5	41,5	
	globalement	26,1	<26,1	<26,1	42	
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	76,7	<76,7	<76,7	50,3	PAM suivi du programme
	Hommes	61,5	<61,5	<61,5	50,2	
	globalement	69,3	<63,9	<69,3	50,3	

Groupe cible : Rapatriés/Résidents/Déplacés - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale								
Indice des stratégies d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Femmes	14,64	<14,64	<14,64	16,69			PAM suivi du programme
	Hommes	15,89	<15,89	<15,89	14,38			
	globalement	15,55	<15,55	<15,55	14,92			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	10,2	>10,2	>10,2	43,8			PAM suivi du programme
	Hommes	8,6	>8,6	>8,6	44			
	globalement	9	>9	>9	43,9			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	22,2	<22,2	<22,2	36,5			PAM suivi du programme
	Hommes	23,4	<23,4	<23,4	42,4			
	globalement	23,1	<23,1	<23,1	41			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	67,6	<67,6	<67,6	19,8			PAM suivi du programme
	Hommes	68	<68	<68	13,6			
	globalement	67,9	<67,9	<67,9	15			

Activité 02 : Traiter la malnutrition aiguë modérée parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC

Indicateur	Sexe	Base de référence	Objectif final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
------------	------	-------------------	-----------------------	---------------	------------	------------	------------	--------

Groupe cible : Tous - **Localisation** : Congo, République Démocratique du - **Modalité** : Renforcement des capacités - **Sous-capacité** : Traitement de la malnutrition aiguë modérée

Nombre de politiques, de programmes et d'éléments du système national de sécurité alimentaire et de nutrition améliorés grâce au renforcement des capacités du PAM (nouveau)	Globalement	0	=12	=3	3			PAM suivi du programme
--	-------------	---	-----	----	---	--	--	------------------------

Groupe cible : Traitement MAM Enfants - **Localisation** : Haut Katanga - **Modalité** : Nourriture - **Sous-activité** : Traitement de la malnutrition aiguë modérée

Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	0			PAM suivi du programme
	Hommes	0	<15	<15	0			
	globalement	0	<15	<15	0			
Taux de mortalité du traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	0			PAM suivi du programme
	Hommes	0	<3	<3	0			
	globalement	0	<3	<3	0			
Taux de non-réponse au traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	0			PAM suivi du programme
	Hommes	0	<15	<15	0			
	globalement	0	<15	<15	0			
Taux de rétablissement du traitement MAM	Femmes	100	>75	>75	100			PAM suivi du programme
	Hommes	100	>75	>75	100			
	globalement	100	>75	>75	100			

Groupe cible : Traitement MAM Enfants - **Localisation** : Kasai Central - **Modalité** : Nourriture - **Sous-activité** : Traitement de la malnutrition aiguë modérée

Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0,16	<15	<15	0			PAM suivi du programme
	Hommes	0,26	<15	<15	0			
	globalement	0,21	<15	<15	0			
Taux de mortalité du traitement MAM	Femmes	0,01	<3	<3	0			PAM suivi du programme
	Hommes	0,01	<3	<3	0			
	globalement	0,01	<3	<3	0			
Taux de non-réponse au traitement MAM	Femmes	0,06	<15	<15	0			PAM suivi du programme
	Hommes	0,05	<15	<15	0			
	globalement	0,06	<15	<15	0			
Taux de rétablissement du traitement MAM	Femmes	99,77	>75	>75	100			PAM suivi du programme
	Hommes	99,68	>75	>75	100			
	globalement	99,73	>75	>75	100			

Groupe cible : Traitement MAM Enfants - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0,04	<15	<15	0,3		PAM suivi du programme
Groupe cible : Cure MAM Enfants - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0,28	<15	<15	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0,34	<15	<15	0		
	globalement	0,31	<15	<15	0		
Taux de mortalité du traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0	<3	<3	0		
	globalement	0	<3	<3	0		
Taux de non-réponse au traitement MAM	Femmes	0,34	<15	<15	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0,28	<15	<15	0		
	globalement	0,31	<15	<15	0		
Taux de rétablissement du traitement MAM	Femmes	98,95	>75	>75	100		PAM suivi du programme
	Hommes	98,81	>75	>75	100		
	globalement	98,88	>75	>75	100		
Groupe cible : Traitement MAM Enfants - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0	<15	<15	0		
	globalement	0	<15	<15	0		
Taux de mortalité du traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0	<3	<3	0		
	globalement	0	<3	<3	0		
Taux de non-réponse au traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0	<15	<15	0		
	globalement	0	<15	<15	0		
Taux de rétablissement du traitement MAM	Femmes	100	>75	>75	100		PAM suivi du programme
	Hommes	100	>75	>75	100		
	globalement	100	>75	>75	100		
Groupe cible : Enfants - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	43,5	>50	>50	100		PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Ituri - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0,27		PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0	<3	<3	0		
	globalement	0	<3	<3	0		
Taux de non-réponse au traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0	<15	<15	0		
	globalement	0	<15	<15	0		
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	99,73		PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	100		PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Kasai Central - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50		30,1		PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0,01		PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0,31	<15	<15	0,22		PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	99,94	>75	>75	99,47		PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible	Globalement	0	>50	>50	95,6		PAM suivi du

qui participe au programme (couverture)							programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	31,3		PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0,14		PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
	Hommes	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
	globalement	0	<3	<3	0		
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0,02		PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	99,32		PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	100		PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Sud Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0,03	<15	<15	0,03		PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0,02		PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0,48	<15	<15	0,04		PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	99,5	>75	>75	99,9		PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	98,8		PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	76,7	>50	>50	100		PAM suivi du programme
Groupe cible : Traitement PLW MAM - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	100		PAM suivi du programme
Groupe cible : Traitement PLW MAM - Localisation : Kasai Central - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	99,6		PAM suivi du programme
Groupe cible : Traitement PLW MAM - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0		PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0		PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	98,55		PAM suivi du programme
Groupe cible : Traitement PLW MAM - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée							

Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0	PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0	PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0	PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	100	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	29,6	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Ituri - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0	PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0	PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	100	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Kasai Central - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	44,8	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0	PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0,38	PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	25,2	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	15,7	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0	PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0	PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0	PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	99,92	PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	100	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Sud Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Taux d'abandon du traitement MAM	Globalement	1,03	<15	<15	0,04	PAM suivi du programme
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0,01	PAM suivi du programme
Taux de non-réponse au traitement MAM	Globalement	0	<15	<15	0,04	PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	56,9	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	>50	>50	46,3	PAM suivi du programme
Groupe cible : Femmes PLW - Localisation : Ituri - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0	PAM suivi du programme
Taux de rétablissement du	Globalement	99,61	>75	>75	99,73	PAM suivi du

traitement MAM							programme	
Groupe cible : Femmes PLW - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux de mortalité du traitement MAM	Globalement	0	<3	<3	0			PAM suivi du programme
Groupe cible : Femmes PLW - Localisation : Sud Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	98,97	>75	>75	99,85			PAM suivi du programme
Groupe cible : femmes PLW - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux de rétablissement du traitement MAM	Globalement	100	>75	>75	99,62			PAM suivi du programme
Activité 03 : Prévenir la malnutrition aiguë parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Objectif final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : Renforcement des capacités - Sous-capacité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Nombre de politiques, de programmes et d'éléments du système national de sécurité alimentaire et de nutrition améliorés grâce au renforcement des capacités du PAM (nouveau)	Globalement	0	=8	=2	2			PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Sud Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	27,1	>70	≥37,1	29,9			PAM suivi du programme
	Hommes	18,8	>70	≥28,8	25,7			
	globalement	23,2	>70	≥33,2	27,8			
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	13,2	>70	≥23,2	7,2			PAM suivi du programme
	Hommes	13,3	>70	≥23,3	7			
	globalement	13,3	>70	≥23,3	7,1			
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Ituri - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	7	>70	>17	29			PAM suivi du programme
	Hommes	10,1	>70	>20,1	27,5			
	globalement	8,5	>70	>18,5	28,3			
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Kasai Central - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	5,5	>70	≥15,5	0,9			PAM suivi du programme
	Hommes	1,4	>70	≥11,4	2,5			
	globalement	3,3	>70	≥13,3	1,7			
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	3,5	>70	>13,5	16,3			PAM suivi du programme
	Hommes	1,9	>70	>11,9	20,8			
	globalement	2,7	>70	>12,7	18,4			
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	0	>70	>10	3,5			PAM suivi du programme
	Hommes	3,6	>70	>13,6	2,9			
	globalement	1,7	>70	>11,7	3,2			
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	7,4	>70	>17,4	16,6			PAM suivi du programme
	Hommes	8,2	>70	>18,2	14,5			
	globalement	7,8	>70	>17,8	15,6			
Groupe cible : Enfants 6-23 mois - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable	Femmes	13,2	>70	≥23,2	21,1			PAM suivi du programme
	Hommes	13,3	>70	≥23,3	16,7			
	globalement	13,3	>70	≥13,3	19			
Groupe cible : Enfants - Localisation : Ituri - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Femmes	0	>66	>66	93,1			PAM suivi du programme
	Hommes	0	>66	>66	92,2			
	globalement	0	>66	>66	92,7			
Groupe cible : Enfants - Localisation : Kasai Central - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Femmes	68,1	>66	>66	56,8			PAM suivi du programme
	Hommes	70,8	>66	>66	49,4			
	globalement	69,5	>66	>66	53			

Groupe cible : Enfants - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	≥50	≥50	63,3	Enquête du PAM
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Globalement	0	≥66	≥66	70,3	Enquête du PAM
Groupe cible : Enfants - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Femmes	0	>66	>66	72,1	PAM suivi du programme
	Hommes	0	>66	>66	79,6	
	globalement	0	>66	>66	76,1	
Groupe cible : Enfants - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée						
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Femmes	63,2	>66	>66	91,5	PAM suivi du programme
	Hommes	65,1	>66	>66	89,2	
	globalement	64	>66	>66	90,5	
Groupe cible : PLW - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	11,4	>11,4	>11,4	41,6	PAM suivi du programme
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Globalement	24,2	>66	>66	18,7	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Ituri - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	20	>20	>20	22,6	PAM suivi du programme
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Globalement	0	>66	>66	96,5	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Kasai Central - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	14,5	>14,5	>14,5	14,5	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	3,4	>3,4	>3,4	46,6	PAM suivi du programme
Proportion de la population éligible qui participe au programme (couverture)	Globalement	0	≥50	≥50	48,9	PAM suivi du programme
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Globalement	0	≥66	≥66	71,9	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Kasai Oriental - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	42,5	>42,5	>42,5	32,2	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	11,9	>11,9	>11,9	16,9	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Sud Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	46,1	>46,1	>46,1	45,3	PAM suivi du programme
Groupe cible : PLW - Localisation : Tanganyika - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë						
Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	18,9	>18,9	>18,9	52,8	PAM suivi du programme
Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Globalement	59	>66	>66	85,6	PAM suivi du programme

Effet direct stratégique 02 : D'ici à 2024, le capital humain des populations touchées par un conflit et/ou à risque est protégé et renforcé de manière équitable et inclusive.					Renforcement de la résilience	
Produit Escompté						
Activité 04 : Fournir des repas scolaires nutritifs aux écoliers ciblés et soutenir la mise en œuvre de l'alimentation scolaire à base de produits locaux						
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel	
A.1 : Bénéficiaires recevant des	Supporters d'activité	Alimentation scolaire	Femmes	0	405	

transferts alimentaires		(rations alternatives à emporter)	Hommes	0	772
			Total	0	1 177
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Supporters d'activité	Alimentation scolaire (sur place)	Femmes	4 342	8 570
			Hommes	1.861	8 200
			Total	6 203	16 770
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Élèves (écoles primaires)	Alimentation scolaire (rations alternatives à emporter)	Femmes	0	17 956
			Hommes	0	18 840
			Total	0	36 796
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Élèves (écoles primaires)	Alimentation scolaire (sur place)	Femmes	93.059	103 680
			Hommes	113 738	106 198
			Total	206 797	209 878
A.2 : Transferts alimentaires			MT	7 909	3 658

Activité 05 : Soutenir les interventions de prévention de la malnutrition, en particulier pour les personnes à risque

Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts monétaires	Femmes enceintes et allaitantes	Prévention du retard de croissance	Femmes	20 800	0
			Total	20 800	0
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Enfants	Prévention du retard de croissance	Femmes	19.094	3 151
			Hommes	18 346	2,517
			Total	37 440	5 668
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Femmes enceintes et allaitantes	Prévention du retard de croissance	Femmes	45 760	7 883
			Total	45 760	7 883
A.2 : Transferts alimentaires			MT	3 903	221
R.3 : Transferts en espèces			\$ AMÉRICAINS	1 248 000	0

Produit Escompté

Activité 04 : Fournir des repas scolaires nutritifs aux écoliers ciblés et soutenir la mise en œuvre de l'alimentation scolaire à base de produits locaux

Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
A : Les enfants des écoles primaires reçoivent des repas nutritifs et adéquats en temps opportun.				
Alimentation scolaire (sur place)				
R.5 : Quantité de produits non alimentaires distribués	A.5.19 : Quantité d'ustensiles de cuisine distribués (assiettes, cuillères, marmites etc.)	Article non alimentaire	551	22 007
R.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.23 : Nombre d'écoles aidées par le PAM	École	181	295
R.8 : Nombre de rations fournies	A.8.1 : Nombre de rations fournies	Ration	46 859 780	23 336 213

C : C Les écoliers bénéficient des capacités renforcées des acteurs nationaux pour concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire

Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
Alimentation scolaire (sur place)				
C.4* : Nombre de personnes engagées dans des initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.4*.1 : Nombre de membres du personnel du gouvernement/partenaire national bénéficiant d'une assistance technique et d'une formation	Individuel	25	25
C.5* : Nombre d'initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.5*.2 : Nombre de formations/ateliers organisés	Session de formation	1	2

E* : Des informations ciblées sur la santé et la nutrition sont fournies aux enfants des écoles primaires (niveau 1) et à leurs tuteurs.

Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
Alimentation scolaire (sur place)				
E*.4 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches	E*.4.1 : Nombre de personnes touchées par les approches interpersonnelles de CCSC (hommes)	Numéro	15,648	16 200

interpersonnelles de CCSC				
E*.4 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC	E*.4.2 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC (femmes)	Numéro	15,648	65 800
N* : Les enfants des écoles primaires reçoivent des repas nutritifs et adéquats en temps opportun				
Alimentation scolaire (sur place)				
N*.1 : Jours d'alimentation en pourcentage du nombre total de jours d'école	N*.1.1 : Jours d'alimentation en pourcentage du nombre total de jours d'école	%	100	87
Activité 05 : Soutenir les interventions de prévention de la malnutrition, en particulier pour les personnes à risque				
Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
B : Les populations et les communautés ciblées s'engagent dans la communication pour le changement de comportement social (CCSC) axée sur la nutrition et transformatrice en genre et ont un accès équitable aux aliments enrichis pour la prévention de l'émaciation et du retard de croissance				
Prévention du retard de croissance				
B.1 : Quantité de denrées alimentaires enrichies fournies	B.1.1 : Quantité de denrées alimentaires enrichies fournies	Tonnes	308,88	18,57
B.2 : Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis	B.2.1 : Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis	Tonnes	3 594,24	202,59

Produit Escompté								
Activité 04 : Fournir des repas scolaires nutritifs aux écoliers ciblés et soutenir la mise en œuvre de l'alimentation scolaire à base de produits locaux								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Tous - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Alimentation scolaire (sur place)								
Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux d'abandon	Femmes Hommes globalement	8 8,8 8.4	<8 <8,8 <8,4	<8 <8,8 <8,4	11 12,5 11,8			PAM suivi du programme
Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux de rétention	Femmes Hommes globalement	92 91,2 91,6	>92 >91,2 >91,6	>92 >91,2 >91,6	88,2 89 87,5			PAM suivi du programme
Groupe cible : Enfants - Localisation : Kasai Central - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Alimentation scolaire (sur place)								
Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux d'abandon	Femmes Hommes globalement	3,04 2,98 3	<3,04 <2,98 <3	<3,04 <2,98 <3	11,3 12,2 11,7			PAM suivi du programme

Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux de rétention	Femmes	96,97	>96,97	>96,97	88,7			PAM suivi du programme
	Hommes	97,02	>97,2	>97,02	87,8			
	globalement	97	>97	>97	88,3			

Groupe cible : Enfants - **Localisation :** Tanganyika - **Modalité :** Nourriture - **Sous-activité :** Alimentation scolaire (sur place)

Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux d'abandon	Femmes	0,1	<0,1	<0,1	8,5			PAM suivi du programme
	Hommes	0,11	<0,11	<0,11	9			
	globalement	0,11	<0,11	<0,11	9,5			

Taux de rétention / Taux d'abandon (nouveau) : Taux de rétention	Femmes	99,89	>99,89	>99,89	91,5			PAM suivi du programme
	Hommes	99,8	>99,8	>99,8	91			
	globalement	99,89	>99,89	>99,89	90,5			

Activité 05 : Soutenir les interventions de prévention de la malnutrition, en particulier pour les personnes à risque

Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
------------------------	------	-------------------	-----------------------	---------------	------------	------------	------------	--------

Groupe cible : PLW - **Localisation :** Sud Kivu - **Modalité :** Nourriture - **Sous-activité :** Prévention du retard de croissance

Diversité alimentaire minimale - Femmes	Globalement	12,3	>12,3	>12,3	15,4			PAM suivi du programme
---	-------------	------	-------	-------	------	--	--	------------------------

Groupe cible : enfants - **Localisation :** Sud Kivu - **Modalité :** Nourriture - **Sous-activité :** Prévention du retard de croissance

Proportion de la population cible qui participe à un nombre adéquat de distributions (adhésion)	Globalement	0	≥66	≥66	81,5			PAM suivi du programme
---	-------------	---	-----	-----	------	--	--	------------------------

Effet direct stratégique 03 : D'ici à 2024, les moyens d'existence, la résilience, la cohésion sociale et la protection des petits exploitants et des acteurs des chaînes de valeur alimentaires s'améliorent et l'égalité des sexes progresse au sein de ces catégories de population

Renforcement de la résilience

Produit Escompté

Activité 06 : Soutenir l'accès équitable des petits exploitants agricoles et des acteurs de la chaîne de valeur aux opportunités de moyens de subsistance, aux services et aux marchés intelligents en matière de climat et de nutrition.

Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts de renforcement des capacités	Tout	Aide alimentaire pour actif	Femmes	0	2 571
			Hommes	0	2 678
			Total	0	5 249
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts de renforcement des capacités	Tout	Activités de renforcement des capacités individuelles	Femmes	0	37 743
			Hommes	0	26 229
			Total	0	63 972

A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts de renforcement des capacités	Tout	Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants	Femmes	0	115 702
			Hommes	0	71 518
			Total	0	187 220
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts monétaires	Tout	Aide alimentaire pour actif	Femmes	133 161	26 127
			Hommes	127 939	27 194
			Total	261 100	53 321
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts monétaires	Tout	Distribution générale	Femmes	0	25 234
			Hommes	0	23 668
			Total	0	48 902
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Tout	Aide alimentaire pour actif	Femmes	57 069	0
			Hommes	54 831	0
			Total	111 900	0
A.2 : Transferts alimentaires			MT	4 099	0
R.3 : Transferts en espèces			\$ AMÉRICAINS	6.548.388	4 204 581

Produit Escompté

Activité 06 : Soutenir l'accès équitable des petits exploitants agricoles et des acteurs de la chaîne de valeur aux opportunités de moyens de subsistance, aux services et aux marchés intelligents en matière de climat et de nutrition.

Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
A : Les petits exploitants féminins et masculins ciblés bénéficient d'une aide alimentaire conditionnelle				
Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants				
R.5 : Quantité de produits non alimentaires distribués	A.5.20 : Quantité de motos/véhicules distribués	Article non alimentaire	93	72
R.5 : Quantité de produits non alimentaires distribués	A.5.22 : Quantité de tablettes/téléphones distribués	Article non alimentaire	25	25
R.5 : Quantité de produits non alimentaires distribués	A.5.23 : Quantité de balances distribuées	Article non alimentaire	23	23
R.5 : Quantité de produits non alimentaires distribués	A.5.2 : Nombre de vélos distribués	Article non alimentaire	23	24
R.5 : Quantité de produits non alimentaires distribués	A.5.3 : Nombre de seaux (20 litres) distribués	Article non alimentaire	500	500
D : 3. Les petits exploitants et les acteurs de la chaîne de valeur ciblés, femmes et hommes, bénéficient d'un soutien accru aux moyens de subsistance équitables et inclusifs grâce à l'amélioration des compétences de production pour des chaînes de valeur durables				
Aide alimentaire pour actif				
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblés, par type et unité de mesure	D.1.38 : Kilomètres (km) de routes de desserte réhabilités	Km	174,56	170
Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants				
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblés, par type et unité de mesure	D.1.148 : Nombre de ponts en béton réhabilités	Numéro	10	8
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblés, par type et unité de mesure	D.1.154 : Nombre d'articles non alimentaires distribués (outils, fraiseuses, pompes, etc.)	Numéro	41	42
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblés, par type et unité de mesure	D.1.161 : Longueur (m) des canaux de drainage construits / réhabilités	Mètre	100	100
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblés, par type et unité de mesure	D.1.49 : Nombre de ponts à poteaux en bois réhabilités	Numéro	16	10
D.1 : Nombre d'actifs construits,	D.1.50 : Nombre d'infrastructures sociales et	Numéro	33	35

restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblées, par type et unité de mesure	d'infrastructures génératrices de revenus construites (bâtiment scolaire, centre d'installations, bâtiment communautaire, étals de marché, etc.)			
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblées, par type et unité de mesure	D.1.55 : Nombre de jardins communautaires créés	Jardin	1.500	1.500
E* : Les communautés ciblées bénéficient de l'éducation nutritionnelle, du changement de comportement social, de l'amélioration de la production locale et du renforcement des capacités des parties prenantes nationales et locales				
Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants				
E*.4 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC	E*.4.1 : Nombre de personnes touchées par les approches interpersonnelles de CCSC (hommes)	Numéro	10 798	9 540
E*.4 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC	E*.4.2 : Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCSC (femmes)	Numéro	20 055	18 088
F : 2. Les petits exploitants féminins et masculins ciblés bénéficient d'un soutien pour accroître la production alimentaire locale, la commercialisation et la consommation d'aliments riches en nutriments et le renforcement des capacités des parties prenantes nationales et locales.				
Activités de renforcement des capacités individuelles				
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.31 : Nombre d'agriculteurs formés aux rôles et responsabilités de leadership	Individuel	6 454	5 946
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.42 : Nombre de personnes formées aux compétences commerciales	Individuel	5 201	2 675
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.62 : Nombre d'homologues gouvernementaux formés	Individuel	160	160
Activités de renforcement des capacités institutionnelles				
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.18 : Nombre de membres d'organisations paysannes et de groupes communautaires formés à la minoterie et à la boulangerie	Individuel	160	2 914
Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants				
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.11 : Nombre de leaders paysans formés à l'agriculture en tant qu'entreprise	Individuel	500	500
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.13 : Nombre de dirigeants d'organisations paysannes formés au système d'information sur les marchés	Individuel	994	1 143
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.14 : Nombre de dirigeants d'organisations paysannes formés aux pratiques de gestion des entrepôts	Individuel	157	155
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.1 : Nombre d'accords conclus avec des organisations/entreprises axées sur le marché pour de meilleurs liens avec le marché	Unité	216	215
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.20 : Nombre d'organisations paysannes appuyées avec des équipements de base nécessaires à la commercialisation (plate-forme de pesée)	Organisation paysanne	470	937
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.21 : Nombre d'organisations paysannes appuyées avec des équipements (bâches) pour la manutention post-récolte	Organisation paysanne	266	259
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.22 : Nombre d'organisations paysannes formées à l'accès au marché et aux compétences de manutention post-récolte	Organisation paysanne	205	204
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.2 : Nombre de jardins de démonstration créés	Jardin	334	1.500

F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.31 : Nombre d'agriculteurs formés aux rôles et responsabilités de leadership	Individuel	468	460
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.32 : Nombre d'agriculteurs formés à la commercialisation et à la manutention post-récolte	Individuel	1 608	1 509
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.33 : Nombre d'agriculteurs formés aux pratiques nutritionnelles de base et à l'intégration du genre	Individuel	39.048	39.048
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.34 : Nombre d'agriculteurs ayant eu accès à de meilleurs marchés grâce au regroupement collectif	Individuel	12 500	8 079
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.40 : Nombre d'agriculteurs individuels formés aux bonnes pratiques agronomiques (BPA)	Individuel	468	468
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.41 : Nombre d'agriculteurs individuels formés aux pratiques de manutention post-récolte	Individuel	154	154
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.47 : Nombre de réunions de plate-forme avec des acteurs de la chaîne de valeur/des entreprises orientées vers le marché	Exemple	475	476
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.58 : Nombre de femmes formées aux rôles et responsabilités de leadership	Individuel	4,736	4,736
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.5 : Nombre de sociétés coopératives soutenues	Groupe d'agriculteurs	184	179
F.1 : Nombre de petits exploitants soutenus/formés	F.1.61 : Nombre de formations/ateliers organisés	Session de formation	751	504

Produit Escompté

Activité 06 : Soutenir l'accès équitable des petits exploitants agricoles et des acteurs de la chaîne de valeur aux opportunités de moyens de subsistance, aux services et aux marchés intelligents en matière de climat et de nutrition.

Indicateur	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Cible 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
------------	------	-------------------	-----------------------	------------	------------	------------	------------	--------

Groupe cible : Petits agriculteurs - **Localisation :** Nord Kivu - **Modalité :** Cash - **Sous-activité :** Aide alimentaire pour actif

Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	40,2	>40,2	>40,2	19,8			PAM suivi du programme
	Hommes	36,2	>36,2	>36,2	31,8			
	globalement	23,6	>23,6	>23,6	28			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	43,2	≤43,2	≤43,2	50,3			PAM suivi du programme
	Hommes	25	≤25	≤25	49,5			
	globalement	31,8	≤31,8	≤31,8	49,7			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	40,7	≤40,7	≤40,7	29,9			PAM suivi du programme
	Hommes	34,5	≤34,5	≤34,5	18,8			
	globalement	24,8	≤24,8	≤24,8	22,3			
Proportion de la population dans les communautés ciblées	Globalement	0	>0	>0	79,74			PAM suivi du programme

déclarant bénéficiaire d'une base d'actifs de subsistance améliorée								
Proportion de la population dans les communautés ciblées rapportant des avantages environnementaux	Globalement	0	≥0	≥0	74,45			PAM suivi du programme
Valeur et volume des ventes des petits exploitants via les systèmes d'agrégation appuyés par le PAM : Valeur (USD)	Globalement	0	≥0	>0	211 300			Secondaire Données
Valeur et volume des ventes des petits exploitants via les systèmes d'agrégation appuyés par le PAM : Volume (MT)	Globalement	0	≥0	>0	300			Secondaire Données
Groupe cible : Petits agriculteurs - Localisation : Sud Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Aide alimentaire pour actif								
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	22	>22	>22	42,1			Enquête du PAM Enquête du PAM Enquête du PAM
	Hommes	33,7	>33,7	>33,7	44,9			
	globalement	31,2	>31,2	>31,2	43,9			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	43,4	<43,4	≤43,4	40,1			Enquête du PAM Enquête du PAM Enquête du PAM
	Hommes	41,3	<41,3	≤41,3	39,1			
	globalement	41,7	<41,7	≤41,7	39,3			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	34,7	<34,7	≤34,7	17,8			Enquête du PAM Enquête du PAM Enquête du PAM
	Hommes	25	<25	≤25	16			
	globalement	27,1	<27,1	≤27,1	16,8			
Proportion de la population dans les communautés ciblées déclarant bénéficiaire d'une base d'actifs de subsistance améliorée	Globalement	0	>0	>0	89,06			PAM suivi du programme
Proportion de la population dans les communautés ciblées rapportant des avantages environnementaux	Globalement	0	≥0	>0	86,79			PAM suivi du programme
Valeur et volume des ventes des petits exploitants via les	Globalement	0	≥0	>0	31 299			Secondaire Données

systèmes d'agrégation appuyés par le PAM : Valeur (USD)								
Valeur et volume des ventes des petits exploitants via les systèmes d'agrégation appuyés par le PAM : Volume (MT)	Globalement	0	≥0	>0	63,6			Secondaire Données
Groupe cible : Petits agriculteurs - Localisation : Sud Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Aide alimentaire pour actif								
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	28,8	<28,8	>28,8	17			PAM suivi du programme
	Hommes	20,6	<20,6	>20,6	27,3			
	globalement	24,1	<24,1	>24,1	26			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	28,8	<28,8	≤28,8	51,1			PAM suivi du programme
	Hommes	29	<29	≤29	50,2			
	globalement	28,9	<28,9	≤28,9	50,3			
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	42,4	>42,4	≤42,4	31,9			PAM suivi du programme
	Hommes	50,4	>50,4	≤50,4	22,6			
	globalement	47	>47	≤47	23,8			
Proportion de la population dans les communautés ciblées déclarant bénéficiaire d'une base d'actifs de subsistance améliorée	Globalement	0	>0	>0	97,77			PAM suivi du programme
Proportion de la population dans les communautés ciblées rapportant des avantages environnementaux	Globalement	0	>0	>0	97,27			PAM suivi du programme
Groupe cible : Petits agriculteurs - Localisation : Tanganyika - Modalité : Cash - Sous-activité : Aide alimentaire pour actif								
Valeur et volume des ventes des petits exploitants via les systèmes d'agrégation appuyés par le PAM : Valeur (USD)	Globalement	0	>0	>0	177 812,5			Secondaire Données
Valeur et volume des ventes des petits exploitants via les systèmes d'agrégation appuyés par le PAM : Volume (MT)	Globalement	0	>0	>0	360			Secondaire Données
Effet direct stratégique 04 : Les partenaires de l'action humanitaire et du développement ont accès à des services aériens fiables ainsi qu'à des services améliorés dans les domaines de la chaîne							Réponse aux crises	

Produit Escompté				
Activité 07 : Fournir des services aériens humanitaires à la communauté humanitaire				
Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
H : Les populations touchées par les conflits et les crises bénéficient de services aériens fiables et axés sur le client qui soutiennent une réponse humanitaire rapide et efficace				
Service aérien humanitaire				
H.7 : Nombre total de passagers transportés	H.7.3 : Nombre de passagers transportés	Individuel	46 000	54 253
Activité 08 : Fournir des plateformes humanitaires (coordination du cluster logistique et services d'information) à la communauté humanitaire				
Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
H : Les personnes vulnérables bénéficient de la chaîne d'approvisionnement et d'autres services logistiques fournis par le PAM aux partenaires afin de recevoir une assistance rapide et efficace				
Pôle Logistique				
H.14 : Nombre de services de transport et de stockage fournis aux partenaires, par type	H.14.10 : Nombre de services de manutention (stockage) fournis	Numéro	54	51
H.14 : Nombre de services de transport et de stockage fournis aux partenaires, par type	H.14.6 : Nombre de services de manutention (transport) fournis	Numéro	124	52
Activité 09 : Fournir des services à la demande aux partenaires humanitaires et de développement				
Indicateur	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel
K : Les personnes vulnérables bénéficient de la chaîne d'approvisionnement et d'autres services logistiques fournis par le PAM aux partenaires afin de recevoir une assistance rapide et efficace				
Pôle Logistique				
K.1 : Nombre de partenaires soutenus	K.1.1 : Nombre de partenaires soutenus	Partenaire	30	17

Produit Escompté								
Activité 07 : Fournir des services aériens humanitaires à la communauté humanitaire								
Indicateur	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : - Sous-activité : Service aérien humanitaire								
Taux de satisfaction des utilisateurs	Globalement	68	≥70	≥70	91,16			Enquête du PAM
Activité 08 : Fournir des plateformes humanitaires (coordination du cluster logistique et services d'information) à la communauté humanitaire								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : - Sous-activité : Pôle Logistique								
Taux de satisfaction des utilisateurs	Globalement	68	≥90	≥90	66			PAM suivi du programme

Indicateurs transversaux

Indicateurs de progrès vers l'égalité entre les sexes

Amélioration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes parmi la population assistée par le PAM								
Activité 01 : Fournir aux populations touchées par les conflits et les crises une assistance en matière de besoins essentiels soucieuse de l'équité entre les sexes et tenant compte de la nutrition, par le biais d'une assistance directe et d'une coordination inter-institutions renforcée								
Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes	Globalement	89,96	>89,96	>89,96	82,1			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	7,21	<7,21	<7,21	13,97			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	2,84	<2,84	<2,84	3,93			PAM suivi du programme
Groupe cible : Déplacés/Rapatriés/Résidents - Localisation : Kasai - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes	Globalement	20,6	>20,6	<20,6	63,6			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	26,6	<26,6	<26,6	32,6			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	52,8	<52,8	<52,8	3,8			PAM suivi du programme
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Nord Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les	Globalement	70,1	>70,1	≥70,1	57,3			PAM suivi du programme

femmes et les hommes								
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	25,4	<25,4	<25,4	28,6			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	4,6	<4,6	<4,6	14,1			PAM suivi du programme
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Sud Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes	Globalement	69,3	>69,3	≥69,3	63,1			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	21,1	<21,1	<21,1	8,4			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	9,6	<9,6	<9,6	28,5			PAM suivi du programme
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatrés - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes	Globalement	63,2	>63,2	>63,2	90,5			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	3,6	<3,6	<3,6	6,1			PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	33,2	<33,2	<33,2	3,4			PAM suivi du programme
Groupe cible : Résidents/Rapatrés/Déplacés - Location : Kasai - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons,	Globalement	70,1	>70,1	>70,1	64,6			PAM suivi du programme

ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes							
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	27,2	<27,2	<27,2	27,7		PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	2,7	<2,7	<2,7	7,7		PAM suivi du programme
Groupe cible : Rapatriés/Déplacés/Résidents - Localisation : Tanganyika - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale							
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes	Globalement	56,4	>56,4	>56,4	73,8		PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	21	<21	<21	25,8		PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	22,6	<22,6	<22,6	0,4		PAM suivi du programme
Groupe cible : Rapatriés/Résidents/Déplacés - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Distribution générale							
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilées par modalité de transfert - Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes	Globalement	27,9	>27,9	>27,9	51,1		PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	8,3	<8,3	<8,3	16,9		PAM suivi du programme
Proportion de ménages où les femmes, les hommes, ou les deux prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture/des espèces/des bons, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	63,8	<63,8	<63,8	31,9		PAM suivi du programme

Indicateurs de protection

Les populations affectées peuvent bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et promeut leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Activité 01 : Fournir aux populations touchées par les conflits et les crises une assistance en matière de besoins essentiels soucieuse de l'équité entre les sexes et tenant compte de la nutrition, par le biais d'une assistance directe et d'une coordination inter-institutions renforcée

Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont dignes (nouveau)	Femmes	99	≥90	≥90	87,5			PAM suivi du programme
	Hommes	99	≥90	≥90	90,5			
	globalement	99	≥90	≥90	89,5			
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Tanganyika - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées bénéficiant d'une assistance sans problèmes de sécurité (nouveau)	Femmes	100	≥90	≥90	99,3			PAM suivi du programme
	Hommes	100	≥90	≥90	100			
	globalement	100	≥90	≥90	99,7			
Groupe cible : Déplacés/Rapatriés/Résidents - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées bénéficiant d'une assistance sans problèmes de sécurité (nouveau)	Femmes	98,9	≥90	≥90	99,25			PAM suivi du programme
	Hommes	99,3	≥90	≥90	98,82			
	globalement	99,1	≥90	≥90	98,97			
Groupe cible : IDPS/Rapatriés/Résidents - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont dignes (nouveau)	Femmes	27,7	>90	>90	97,76			PAM suivi du programme
	Hommes	30,29	>90	>90	97,05			
	globalement	35,63	>90	>90	97,29			
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Nord Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau)	Femmes	100	=100	=100	96,9			PAM suivi du programme
	Hommes	96	=100	=100	99,2			
	globalement	97,3	=100	=100	98,4			
Proportion de personnes ciblées bénéficiant d'une assistance sans problèmes de sécurité (nouveau)	Femmes	100	≥90	≥90	91			PAM suivi du programme
	Hommes	99,6	≥90	≥90	93,6			
	globalement	99,8	≥90	≥90	92,7			
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont dignes (nouveau)	Femmes	83,3	≥90	≥90	86,7			PAM suivi du programme
	Hommes	79,7	≥90	≥90	80,2			
	globalement	80,9	≥90	≥90	82,4			
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Sud Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau)	Femmes	100	=100	=100	99,5			PAM suivi du programme
	Hommes	99,4	=100	=100	99,4			
	globalement	99,7	=100	=100	99,5			
Proportion de personnes ciblées bénéficiant d'une assistance sans problèmes de sécurité (nouveau)	Femmes	98,5	≥90	≥90	100			PAM suivi du programme
	Hommes	100	≥90	≥90	100			
	globalement	99,2	≥90	≥90	100			
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont dignes (nouveau)	Femmes	26,6	≥90	≥90	55,5			PAM suivi du programme
	Hommes	27,4	≥90	≥90	67,5			
	globalement	27	≥90	≥90	60,8			
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Haut Katanga - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau)	Femmes	99,6	=100	=100	100			PAM suivi du programme
	Hommes	100	=100	=100	98,9			
	globalement	99,7	=100	=100	99,2			
Proportion de personnes ciblées bénéficiant d'une assistance sans problèmes de sécurité (nouveau)	Femmes	100	≥90	≥90	100			PAM suivi du programme
	Hommes	100	≥90	≥90	99,6			
	globalement	100	≥90	≥90	99,7			
Groupe cible : Résidents/Déplacés/Rapatriés - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau)	Femmes	97,7	=100	=100	98,51			PAM suivi du programme
	Hommes	97,58	=100	=100	99,02			
	globalement	97,62	=100	=100	98,84			

Groupe cible : Résidents/Rapatriés/Déplacés - Location : Kasai - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées	Femmes	100	≥90	≥90	99,1			PAM suivi du programme
bénéficiant d'une assistance sans problèmes de sécurité (nouveau) - -	Hommes	100	≥90	≥90	96,9			
	globalement	100	≥90	≥90	98			
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont dignes (nouveau) - -	Femmes	82,8	≥90	≥90	80,3			PAM suivi du programme
	Hommes	78,9	≥90	≥90	78			
	globalement	79,8	≥90	≥90	79,1			
Groupe cible : Rapatriés/Déplacés/Résidents - Localisation : Kasai - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau) - -	Femmes	98,5	=100	=100	97,4			PAM suivi du programme
	Hommes	99,1	=100	=100	89,8			
	Globalement	99	=100	=100	93,4			
Groupe cible : Rapatriés/Déplacés/Résidents - Localisation : Tanganyika - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont dignes (nouveau) - -	Femmes	97,5	≥97,5	≥90	42,7			PAM suivi du programme
	Hommes	98,9	≥98,9	≥90	55,2			
	globalement	98,2	≥98,2	≥90	50,5			

Indicateurs de redevabilité envers les populations affectées

Les populations affectées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires responsables de la satisfaction de leurs besoins alimentaires d'une manière qui reflète leurs points de vue et leurs préférences

Activité 01 : Fournir aux populations touchées par les conflits et les crises une assistance en matière de besoins essentiels soucieuse de l'équité entre les sexes et tenant compte de la nutrition, par le biais d'une assistance directe et d'une coordination inter-institutions renforcée

Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	Source
Groupe cible : Déplacés/Résidents/Rapatriés - Localisation : Nord Kivu - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes assistées informées sur le programme (qui est inclus, ce que les personnes recevront, durée de l'assistance) - -	Femmes	3,4	≥80	≥80	11,94			PAM suivi du programme
	Hommes	3,7	≥80	≥80	13,78			
	globalement	3,6	≥80	≥80	13,14			
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Nord Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes assistées informées sur le programme (qui est inclus, ce que les personnes recevront, durée de l'assistance) - -	Femmes	2,3	≥80	≥80	0,4			PAM suivi du programme
	Hommes	5,1	≥80	≥80	2,8			
	globalement	4,2	≥80	≥80	2			
Groupe cible : Réfugiés - Localisation : Sud Ubangi - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes assistées informées sur le programme (qui est inclus, ce que les personnes recevront, durée de l'assistance) - -	Femmes	1,5	≥80	≥80	17,2			PAM suivi du programme
	Hommes	2,9	≥80	≥80	6			
	globalement	2,1	≥80	≥80	12,3			
Groupe cible : Rapatriés/Déplacés/Résidents - Localisation : Kasai - Modalité : Cash - Sous-activité : Distribution générale								
Proportion de personnes assistées informées sur le programme (qui est inclus, ce que les personnes recevront, durée de l'assistance) - -	Femmes	33,3	≥80	≥80	28,2			PAM suivi du programme
	Hommes	37	≥80	≥80	27,6			
	globalement	36,1	≥80	≥80	27,9			

Indicateurs environnementaux

Les communautés ciblées bénéficient des programmes du PAM d'une manière qui ne nuit pas à l'environnement

Activité 01 : Fournir aux populations touchées par les conflits et les crises une assistance en matière de besoins essentiels soucieuse de l'équité entre les sexes et tenant compte de la nutrition, par le biais d'une assistance directe et d'une coordination inter-institutions renforcée

Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	source
------------------------	------	-------------------	-------------------	---------------	------------	------------	------------	--------

		PSP						
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : Cash, Nourriture - Sous-activité: Distribution générale								
Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation identifiées -	Globalement	0	=100	=100	0			PAM suivi du programme
Activité 02 : Traiter la malnutrition aiguë modérée parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC								
Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation identifiées -	Globalement	0	=100	=100	0			PAM suivi du programme
Activité 03 : Prévenir la malnutrition aiguë parmi les populations touchées par les conflits et les crises en RDC								
Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation identifiées -	Globalement	0	=100	=100	0			PAM suivi du programme
Activité 04 : Fournir des repas scolaires nutritifs aux écoliers ciblés et soutenir la mise en œuvre de l'alimentation scolaire à base de produits locaux								
Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du CSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : Nourriture - Sous-activité : Alimentation scolaire (sur place)								
Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation identifiées -	Globalement	0	=100	=100	0			PAM suivi du programme
Activité 06 : Soutenir l'accès équitable des petits exploitants agricoles et des acteurs de la chaîne de valeur aux opportunités de moyens de subsistance, aux services et aux marchés intelligents en matière de climat et de nutrition.								
Indicateur transversal	Sexe	Base de référence	Objectif Final du PSP	Objectif 2021	Suivi 2021	Suivi 2020	Suivi 2019	source
Groupe cible : Tous - Localisation : Congo, République Démocratique du - Modalité : Espèces, Nourriture - Sous-activité: Distribution générale								
Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation identifiées -	Globalement	0	=100	=100	22,6			PAM suivi du programme

Photo de couverture © WFP/@Castofas

Elisée et ses deux plus jeunes filles attendent que leur repas de l'après-midi soit prêt dans le village de Kinduti, dans la banlieue de Kinshasa.

Programme Alimentaire Mondial

<https://www.wfp.org/countries/democratic-republic-congo>